

Rouge

**La loi
Savary n'est pas
amendable**

P 10

M 1578 N°1113 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 18 au 24 mai 1984

**CONTRE L'AUSTERITE
POUR L'EUROPE
DES TRAVAILLEURS**

**AU BOURGET
LES 26-27 MAI**

**35 heures en RFA :
les métallos ouvrent la brèche**

REPERES

Les soldats du 1er Mai ont été sanctionnés

Depuis trois ans qu'il est ministre de la Guerre, Charles Hernu a décidément la main lourde. Chaque manifestation où des soldats participent en uniforme aux côtés des travailleurs et de leurs organisations syndicales, aux côtés des militants pacifistes, est le prétexte pour coller des jours d'arrêt à ceux qui « sous l'uniforme veulent rester des travailleurs ». Le 1^{er} Mai 1984 n'aura pas échappé à cette sinistre règle. Neuf soldats, parmi la vingtaine présents à la manifestation parisienne de la CGT, qui avaient défilé aux mots d'ordre de : « Droits démocratiques dans les casernes », « Troupes françaises hors d'Allemagne », « Troupes françaises hors du Liban et du Tchad », écopent de vingt à trente jours. Ces soldats sont : Olivier Le Pichon du 6^e R.C à Orléans, Michel Pinel, Dominique Letourneux et un troisième soldat du 2^e R.H à Sourdun (77), François Ribac et Laurent Grimau de l'ESMAT de Chateauroux, Jean-Jacques Hermence du 4^e R.D à Mourmelon, Frédéric Gougeon de Rastatt (FFA) est muté à Baden-Baden et Thierry Bonnefont de Rastatt.

Ces mesures sont d'autant plus scandaleuses que les députés européens viennent d'adopter le 12 avril une résolution demandant aux Dix d'accorder aux militaires le droit d'organisation : il s'agit « d'accorder en temps de paix, à leurs soldats, le droit de créer pour la défense de leurs intérêts sociaux des associations corporatives, d'y adhérer et d'y jouer un rôle actif ». Ces mesures sont un démenti flagrant aux déclarations du ministre du 12 mai : « Pour le gouvernement, les comités de soldats n'existent pas », alors que c'est dans la semaine du 7 au 12 mai qu'il a collé la bagatelle de 210 jours d'arrêt à ces soldats qui répondaient à l'appel des comités de soldats.

Toutes les forces ouvrières et démocratiques soucieuses des libertés doivent prendre position contre ces mesures répressives que vient de prendre à nouveau Charles Hernu.

Bernard Clifden.

Lettre ouverte à G. Defferre

« Que Zaoui soit le dernier à avoir servi de cible. »

Extraits de la lettre de Nadia

« Je pense qu'il est temps de me présenter : mon nom est Nadia. J'ai une petite fille de cinq ans et demi et j'attends un enfant. Son père ? Le jeune Algérien assassiné boulevard Suchet ! »

La compagne de Zaoui, vingt-deux ans, abattu lundi 7 mai, à 0 h 30, par un policier, vient de s'adresser au ministre de l'Intérieur par lettre ouverte, le 11 mai.

« Oui, Monsieur le ministre !, souligne-t-elle, assassiné par un policier comme l'ont été avant lui beaucoup trop d'occupants de "véhicules fuyards". »

« Cette affaire, Monsieur le ministre, contrairement à toutes celles qui nourrissent les colonnes des faits divers dans les journaux et qui ne trouvent jamais de conclusion, cette affaire donc, que je connais malheureusement trop bien,

j'entends qu'elle ne soit ni déformée ni enterrée. »

Elle rappelle les faits. Dimanche soir, les passagers d'une camionnette agressent Zaoui, Richard et Philippe, place de l'Alma, en coincant leur véhicule contre un trottoir. Après une altercation, les trois amis se dégagent, et redémarrent. Quelques minutes plus tard, une 4 L leur barre la route, trois individus en sortent et braquent Zaoui, Philippe et Richard. Un second véhicule stoppe à la hauteur de leur voiture. Ils pensent avoir affaire à des compar-ses des occupants de la camionnette, lancés à leur poursuite. Ils se dégagent à nouveau, un coup de feu part. Zaoui est touché. Richard fait signe à un véhicule de police qui les croise de s'arrêter. Les agresseurs les rejoignent, sortent à nouveau leurs pétards et, cette fois, leur carte de police !

« Pendant ce temps, explique Nadia, Zaoui est allongé sur les sièges avant de la voiture. Les secours ne seront appelés que quinze minutes plus tard ; trop tard pour Zaoui. »

« ... Les faits se sont déroulés tels que je vous les rapporte. Nous sommes loin, bien loin de la version policière. La police dans un premier temps a voulu faire passer les trois amis pour des délinquants... Mais pas de chance, tous les trois ont un casier judiciaire vierge et ils n'ont jamais eu le moindre contentieux avec les brigades de police. Dans un second temps, ils "auraient été armés". Là encore, il a fallu se rendre à l'évidence. Impossible

de produire une arme pour faire accréditer cette thèse. Alors il a été dit que les "pour-suivis" étaient "susceptibles d'être armés" ! Il faut dès lors franchement s'interroger : sur quels critères un individu quel qu'il soit est-il jugé susceptible de porter une arme ? Comment est-il possible que des policiers puissent tirer pour tuer ?

« Mon indignation, l'indignation de ma famille, de nos amis, conclut Nadia, a été telle que je me suis décidée à vous

demander directement que les policiers criminels soient traduits devant la justice et jugés comme tels.

« Je veux croire, Monsieur le ministre, que vous allez tout mettre en œuvre pour que Zaoui soit le dernier à avoir servi de cible. »

Samedi 12 décembre, huit cents personnes se sont rassemblées à Montrouge pour témoigner de leur volonté commune de refuser l'oubli, la banalisation, de cette nouvelle agression. Le flic assassin, lui, court toujours.

répondu. Mais faut-il s'étonner, qu'un patron de groupe de presse florissant, et sa tête de liste, membre par ailleurs du « conseil de surveillance » de la prospère société financière hollandaise Robeco, s'entendent pour défendre leur liberté préférée, celle du capital ? Les « camps » qui pouvaient les séparer ne sont pas cotés en bourse.

SENAT Echange standard

Relevé dans la rubrique « Informations générales » du Bulletin d'informations rapides du Sénat :

« Nomination de membres de commissions permanentes.

« Dans sa séance du mercredi 2 mai, le Sénat a nommé : M. Jean Boyer (Isère), membre de la commission économique et du plan, en remplacement de M. Diligent (Nord), membre de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Jean Boyer. »

Question : quel est celui qui remplace l'autre ?

VEIL-HERSANT L'entente

Comment S. Veil, ancienne déportée, s'accommode-t-elle de la présence sur sa liste de R. Hersant, dont le passé d'« homme de presse » commence sous Vichy, dans un torchon antisémite ? Un groupe de résistants vient de poser cette question simple à la tête de liste de droite. S. Veil, qui chante quotidiennement les louanges du « libéralisme » dans les colonnes du Figaro d'Hersant, n'a pas encore

POINT DE MIRE

AFRIQUE DU SUD

Isoler l'apartheid

Le Premier ministre sud-africain n'a pas encore reçu d'invitation officielle à se rendre en France, lors de sa tournée européenne au début juin. Conscient du caractère encombrant d'un tel visiteur, le gouvernement français a taté le terrain. Pas de commentaire officiel à la publication de l'information parue dans la presse anglophone. Le 10 mai, c'est tout un symbole... Lionel Jospin se déclarait « contre toute rencontre officielle en France »...

Le premier secrétaire du PS poursuivait : « La lutte contre l'apartheid est un élément décisif de la lutte des socialistes pour les libertés dans le monde. Elle doit le rester pratiquement et symboliquement. » Voilà une position claire et nette. Aussi ferme que celle prononcée au lendemain du 10 mai 1981 de la tribune de l'UNESCO par le même Jospin.

Mais condamner l'exploitation capitaliste et

raciste du régime de Pretoria ne saurait faire oublier le bilan particulièrement lourd de la collaboration de l'actuel gouvernement avec l'Afrique du Sud. Les relations économiques se sont poursuivies et développées, les contrats en cours, comme la livraison de la centrale nucléaire de Koberg, ont été honorés, 22,5 % du charbon importé en France continue de provenir d'Afrique du sud, la garantie Coface est accordée aux investisseurs par le gouvernement français, et Renault développe le montage sur place des R5 et R9.

Le Mouvement anti-apartheid a lancé une charte pour l'isolement total de l'Afrique du Sud, que la LCR et les JCR ont signée. Les velléités de redorer l'image de l'Afrique du Sud doivent être une occasion pour que cette campagne s'amplifie.

Jean-Jacques Laredo

Plus que jamais, sachons débattre pour unir et agir plus efficacement contre les licenciements et la logique infernale du capitalisme en crise.



Cette brochure de 24 pages, en vente au prix de 10 francs, pour une large diffusion.

Ecrivez ou téléphonez à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, Tél. 859 00 80.

Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.

Cette été inscrivez-vous aux stages

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

en contact avec la LCR : _____

sans contact avec la LCR : _____

Age : _____

Sexe : _____

Numero du stage choisi : ☐

Je viens avec : ☐ enfant(s), âgé(s) de _____

☐ j'ai en voiture et je dispose de _____ places(s)

☐ si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

☐ un peut me téléphoner au n° _____ de _____ h à _____ h

Deux dates :

• du 30 juin au 7 juillet

• du 21 au 28 juillet

SOMMAIRE

- Bloc-notes p. 2
- RFA p. 3
- Citroën p. 4
- Mitterrand p. 5
- Syndicats p. 6
- Elections européennes p. 7
- Rassemblement p. 8-9
- Ecole p. 10
- Temps partiel ; Immigration p. 11
- Echos des entreprises p. 12
- Etudiants p. 13
- Antilles p. 14
- Musique p. 15
- Amérique centrale p. 16

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER I	Nom _____
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

• Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de publication : Robert March

• Commission paritaire 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

35 heures en RFA : les métallos ouvrent la brèche

Depuis le 14 Mai, l'Allemagne fédérale vit au rythme d'une des plus grandes confrontations sociales de l'après-guerre. Les métallurgistes se battent pour la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Une exigence qui déborde largement les frontières de ce pays.

Quatorze entreprises de la métallurgie du Bade-Wurtemberg (région de Stuttgart), représentant quelque 12 000 salariés, sont en grève pour les 35 heures sans diminution de salaire. Ce mouvement fait suite au vote des salariés de la région en faveur des propositions de leur syndicat, l'IG-Metall, au terme d'un référendum (obligatoire en RFA pour décider d'une grève) organisé les 3 et 4 mai derniers. A la suite d'un résultat similaire, des arrêts de travail devraient également être déclenchés en Hesse (région de Francfort) à partir du 21 mai.

Pour l'heure, l'action de l'IG-Metall ne concerne que quelques firmes sous-traitantes de l'automobile. En ne paralysant pas toute la métallurgie régionale, le syndicat veut à la fois ménager ses caisses (il doit en effet verser à ses adhérents grévistes une allocation proportionnelle à leurs cotisations) et tenir compte de la diversité des conditions de mobilisation ainsi que de la division de la confédération syndicale DGB. Ainsi, plusieurs fédérations d'industrie, aux mains d'équipes particulièrement droitières (dont celles du bâtiment, des mines, de la chimie et du textile) se refusent toujours à apporter leur soutien aux métallos.

Un test national

Il n'en demeure pas moins que cette bataille constitue un test national. L'effet d'entraînement des grèves déclenchées dans le Bade Wurtemberg et en Hesse devrait rapidement conduire à la généralisation de la lutte à l'ensemble de la métallurgie. D'autant que les grandes entreprises ne tarderont pas à manquer des pièces indispensables à la poursuite de la production.

D'ores et déjà, la bataille des 35 heures polarise les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière allemande. Le syndicat des imprimeurs, l'IG-Druck und Papier, s'est lui aussi engagé dans l'action, paralysant une centaine d'entreprises de presse, le 11 mai. De leur côté, affichant leur solidarité

avec l'IG-Metall, le syndicat des banques, celui du bois et des matières synthétiques, ceux des postiers, de l'agriculture, des enseignants et des transports publics ont fait de la semaine de 35 heures leur objectif prioritaire.

La lutte se heurte à un front sans faille du gouvernement et du patronat qui se contentent de proposer le renforcement du temps partiel et l'augmentation du nombre des préretraites. Les entrepreneurs de la métallurgie regroupés dans le Gesamtmetall se préparent à l'épreuve de force. Ils viennent de décider le lock-out des usines de grève. Relayant cette intransigeance, le chancelier Kohl n'a pas hésité à qualifier la diminution du temps de travail, de mesure « absurde, bête et imbécile », son ministre de l'Economie accusant tout simplement l'IG-Druck und Papier (154 000 membres) d'être un « groupuscule marxiste ».

Une portée politique européenne

Mais l'affrontement en cours déborde largement les frontières de la RFA. Il revêt même une portée politique sur tout le continent, au moment où celui-ci compte douze millions de chômeurs. Car il taille en pièces le mythe selon lequel la reprise économique apparue dans plusieurs pays occidentaux serait génératrice d'emplois. Les travailleurs allemands sont bien placés pour en juger. Les experts leur promettent cette année une croissance de 5 %. Ce qui n'a pas empêché le nombre des sans-travail de s'accroître de 40 000 personnes, entre février et mars.

A cela il est une raison. Pour accroître leurs profits, les patrons entendent abaisser massivement les coûts de production et intensifier l'exploitation de la main-d'œuvre. Cela passe non par des embauches mais par des investissements dans le domaine technologique. Comme l'indique un responsable de l'IG-Metall : « Avec l'arrivée de nouvelles technologies, la croissance ne suffit pas à résorber le chômage. Sans réduction massive du temps de travail, on ne retrouvera jamais le plein emploi. »

La revendication des 35 heures sans perte de pouvoir d'achat est donc porteuse d'une autre logique. Une logique qui place au premier plan la satisfaction des besoins du plus grand nombre et qui remet en cause celle, infernale, du capitalisme en crise. Comme le développent, encore, les métallurgistes ouest-allemands : « Les bénéfices, 13 % en 1983 dans notre branche, pourraient servir un peu pour une fois ! Et puis le coût du chômage, qui a atteint soixante milliards de marks en 1983, dépasse de beaucoup ce que coûteraient les 35 heures. »

On comprend que de toutes parts en Europe, les attaques se développent contre les travailleurs allemands. En France notamment, Simone Veil voit dans leur combat les « prémisses du déclin de l'Europe » tandis que Paul Marchelli, le numéro deux de la CGC, affirme dans les colonnes du Figaro-Magazine que « Demain, il ne faudra pas travailler 35 heures payées 40 mais 45 payées 40. »

La réaction sait parfaitement où sont ses intérêts. Raison de plus pour passer à l'ac-



tion, ici aussi, pour la mesure que François Mitterrand mettait au centre de son programme de 1981. Quel argument nos gouvernants peuvent-ils aujourd'hui invoquer pour différer la satisfaction de cet engagement ? Pas le risque d'un affaiblissement de la compétitivité de la France en tout cas, puisque c'est chez le principal partenaire (et concurrent) de l'Hexagone que cette revendication est mise à l'ordre du jour.

Christian Picquet

En France, aussi, c'est l'heure

En France, comme en RFA, oui, c'est le moment d'imposer les 35 heures, solution des travailleurs face au chômage, exigence commune partout en Europe.

Mais la majorité, le gouvernement et les directions confédérales de la CGT, de la CFDT et de FO sont sourdes et n'entendent pas sonner l'heure. Les uns s'apprennent à négocier à froid avec le CNPF sur « la flexibilité » des horaires sur la semaine et l'année. Bérégovoy en est à proposer de payer les gros actionnaires de Citroën pour qu'ils acceptent une diminution du temps de travail limitant les licenciements (voir p. 4). Et l'Assemblée nationale devrait prochainement discuter d'un projet de loi imposant le temps partiel aux femmes dans le but essentiel de freiner la montée des statistiques du chômage (voir p. 11).

Et pourtant, c'est l'heure de l'action unie contre les licenciements et pour les 35 heures. On a trop vu, ces derniers mois, l'isolement des luttes : celle des centres de tri PTT, celle de Talbot, celle des sidérurgistes, celles de la navale, celle de Citroën... On a trop entendu opposer

les fonctionnaires aux autres, les immigrés aux autres !

Tous ensemble ! Pas en « pressant sur un bouton », bien sûr : les métallos de RFA ont préparé leur grève reconductible pendant des mois. En France, il s'agit de s'y mettre, de commencer. Pourquoi, afin de tracer la voie de la mobilisation unitaire d'ensemble, les directions syndicales refusent-elles d'organiser une première journée de lutte, appelant tous les travailleurs, partout, à des grèves et à des manifestations le même jour ? Cela éviterait l'isolement de ceux en grève aujourd'hui. Cela donnerait des perspectives à ceux qui n'osent pas passer à l'action.

Oui, c'est l'heure ! Pas celle d'une opération de Bergeron utilisant la CES (Confédération européenne des syndicats) pour exclure tout contact avec la CGT. Ni celle de quelques belles déclarations de la CFDT. Mais l'heure de la solidarité et de l'action dans l'unité avec les métallos de RFA. Car leur grève est une accusation terrible pour les directions ouvrières en France. Et un réel encouragement pour tous ceux qui veulent la mobilisation contre le chômage.

P. R.

VIENT DE PARAÎTRE

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la LCR internationale)
mai 84 14 fr.

Sommaire

Pierre FRANK

Editorial

Les élections européennes

Nouvelle étape dans la crise de la majorité PC/PS

CONSEILS D'USINE ET UNIFICATION SYNDICALE EN ITALIE (1969/1984)

Contributions/débats

- Lutte ouvrière

- UTCL

Vous pouvez vous procurer ce numéro auprès des militants de la LCR ou à la librairie La Brèche, rue de Tunis 75011.

43,4%

C'est le nombre de salariés employés à temps partiel dans les magasins Uniprix en 1982. En 1978, le pourcentage était de 17,8 %. La productivité, elle, a augmenté de 60 % entre 1976 et 1982. En mars 1984, le salaire brut minimum catégorie 4 était de 3 850 F. La quasi-totalité des salariés d'Uniprix, sont évidemment des femmes...

2,87 millions

Ce sera le nombre de demandeurs d'emplois en 1988 d'après les calculs récents de l'INSEE réalisés pour le service d'études du Sénat. Si, si... l'endettement extérieur de la France se réduit, si la croissance internationale est modérée, si l'impôt est alourdi, si le pouvoir d'achat stagne, et si le dollar est en baisse...

2,9 millions

Ce sera le nombre de chômeurs, d'après les mêmes calculs de l'INSEE, en 1988. Si, si... la reprise étrangère se casse le nez, si les taux de croissance et d'inflation en France s'alignent sur ceux des autres pays, si l'endettement extérieur (toujours lui) est stabilisé...

2,5 millions

Ce sera le nombre de chômeurs, toujours en 1988, s'il y a relance de la consommation et accroissement du pouvoir d'achat (de quoi donner des boutons à Delors !), et s'il y a recours accru au temps partiel, soit 10 % de l'ensemble des emplois (je préfère ça, doit se dire le ministre des Finances)... On peut résumer grossièrement (nos lecteurs nous pardonneront), en disant qu'en multipliant ses calculs, l'INSEE prévoit, toujours, trois millions de chômeurs environ en 1988...

62,293 millions

C'est le bénéfice net de la Compagnie lyonnaise immobilière que le président, M. Sauty de Chalon a eu le plaisir d'annoncer à son conseil d'administration, « En dépit des limitations légales des hausses de loyers ». Au 31 décembre, le patrimoine de la société se compose de 3 463 appartements. Les dividendes distribués aux actionnaires sont en hausse de 12,4 % sur l'année précédente...



Manifestation de soutien aux grévistes d'Aulnay appelé par les UD CGT, CFDT et FEN de Seine Saint-Denis, le 16 mai.

CITROËN

PSA et Bérégovoy mis au défi

Toutes les usines Citroën touchées par les suppressions d'emplois sont en grève. Affrontement contre la morgue de la famille Peugeot, affrontement aussi contre la politique du gouvernement qui cautionne la thèse des sureffectifs. Les 35 heures sans diminution de salaire prennent une place centrale dans ce combat.

L'épreuve de force est engagée contre les six mille suppressions d'emplois décidées par la famille Peugeot chez Citroën. L'entrée en grève des travailleurs d'Aulnay, le vendredi 11 mai, a été suivie par l'ensemble des usines de la région parisienne touchées par les suppressions d'emplois (Levallois, Nanterre, Asnières et Saint-Ouen).

Le retentissement de cette grève est d'autant plus grand à travers le pays qu'elle remet en cause non seulement la volonté patronale mais toute la logique des « mutations industrielles » telles qu'elles sont envisagées aujourd'hui par le gouvernement. Lionel Jospin en parlant la semaine dernière de cette grève comme d'« un problème local » essayait de masquer cette évidence.

Le gouvernement depuis la grève de Talbot a, officiellement, fait sienne la thèse des « sureffectifs » et les solutions proposées par le patronat de PSA. Ce conflit qui arrive après Talbot,

mais aussi au cœur même des plans de chômage prévus dans la sidérurgie, les chantiers navals et les mines devient désormais un enjeu national.

Le gouvernement et le patronat suivis par les grands moyens d'information avaient voulu faire de Talbot une « grève d'immigrés » pour désamorcer la solidarité ouvrière face à la première grève de janvier 1984. Aujourd'hui l'argument est éculé. Ce qui devient à la mode dès lors est : « Citroën, c'est une manœuvre de la CGT contre le gouvernement. » Tout est bon pour masquer aujourd'hui à Citroën comme hier à Talbot la lutte des travailleurs contre la politique des restructurations dont il s'agit.

Refuser la logique des sureffectifs

La thèse des sureffectifs est martelée comme une « évidence » par les médias. Elle est acceptée par le gouvernement et était même cautionnée jusqu'à cette

grève par la direction de la CFDT.

Il n'y a pas plus de sureffectifs aujourd'hui à Citroën qu'il y en avait à Talbot. Deux mois après avoir jeté 2 000 travailleurs à la rue à Talbot, PSA annonçait sans pudeur que Poissy tournait en sous-effectifs pour la production de la 205...

Citroën est présentée régulièrement comme une entreprise au bord de la faillite que ne pourraient sauver que de nombreuses suppressions d'emplois. Pourtant, de 1977 à 1983, les actionnaires de PSA ont touché 567 millions de francs sans réinvestir un seul centime. Le conseil de surveillance de PSA s'est, aussi, octroyé pour ses douze membres (dont quatre de la famille Peugeot) la coquette somme de 96 millions de francs en 1981... En fait, aujourd'hui PSA fait des choix économiques. Ces choix impliquent la quasi-disparition de plusieurs entreprises de la région parisienne, l'augmentation de production dans d'autres comme Rennes, et le développement de la production en Espagne dans des usines qui travaillent essentiellement pour le marché français et qui ont l'immense avantage de fournir des salaires inférieurs de 35 % à ceux des travailleurs en France...

Ce sont ces choix qui sont aujourd'hui faits par la famille Peugeot, ce sont ces choix que le gouvernement entérine, ce sont ces choix que les travailleurs refusent.

Un editorialiste de

Libération tout dévoué au gouvernement pose ingénument cette question : « Au nom de quoi contraindre la firme privée Citroën à adopter telle ou telle politique industrielle ? » Ce mot magnifique résume toute la situation. Au nom de quoi accepter les décisions de ces gens-là ? Sûrement pas au nom de l'intérêt des six mille travailleurs jetés à la rue. Cela repose clairement la nécessité d'exproprier cette famille d'exploiteurs pour qu'elle cesse de nuire.

Une autre voie : zéro licenciement et les 35 heures

Dans toutes les usines de la région parisienne, les travailleurs sont unanimes pour refuser toute suppression d'emplois. Calvet, le P-DG de PSA, et le gouvernement croyaient pouvoir atténuer le choc des licenciements grâce à « l'aide au retour ». Le succès a été manifeste... Moins de 5 % des travailleurs immigrés se sont déclarés intéressés.

Des bruits ont aussi circulé sur un accord pour des postes à temps partiel comme à Peugeot. Dans les dernières consultations, Bérégovoy proposerait le passage aux 36 heures avec compensation à 70 % payée par le gouvernement durant un an...

Dans tous les cas, le compte n'y est pas. Aussi ce n'est pas le moindre mérite des métallos allemands d'avoir aidé à remettre les

pendules à l'heure... des 35 heures sans diminution de salaires. On ne peut que se féliciter de voir aujourd'hui les dirigeants de la CGT et de la CFDT reprendre cette revendication alors que la première l'avait rangée depuis longtemps dans les placards et que la seconde acceptait sans broncher la non-compensation salariale.

Maire vient de se fendre d'une « autocritique » sur ce point, même si pour lui les 35 heures pourraient ensuite s'accompagner d'un blocage des salaires... Avec leurs limites, ces prises de position sont l'occasion d'imposer les 35 heures sans perte de salaire comme réponse politique face aux « mutations technologiques » et comme arme contre toute suppression d'emplois. L'engagement de la CFDT dans le conflit, même si elle est de peu de poids dans l'entreprise, est importante face à la volonté unitaire des travailleurs de Citroën et face aux campagnes faisant de la grève une simple manœuvre de la CGT.

Il est décisif dans les jours qui viennent de construire un rempart de solidarité autour de Citroën. Il faut mettre le genou à terre à la direction de PSA. Un premier pas dans ce sens doit être une manifestation intersyndicale sur la région parisienne, pour exiger du gouvernement le refus des suppressions d'emplois, les 35 heures sans diminution de salaires...

L. Carasso

TROIS ANS APRES

Mitterrand remet les pendules à l'heure

Tout en balisant le terrain à l'égard du PCF, Mitterrand a voulu donner une leçon d'argumentation politique aux troupes socialistes largement gagnées par le vague à l'âme.

« Être de gauche », trois ans après ? Dans son interview à *Libération* du 10 mai 1984, Mitterrand a voulu montrer qu'il n'ignore pas les incertitudes des militants socialistes. Lui-même, dit-il, s'interroge chaque jour sur ce qu'il est en droit de demander à la classe ouvrière, victime de tant d'injustices et de tant d'oppressions depuis le début de l'ère

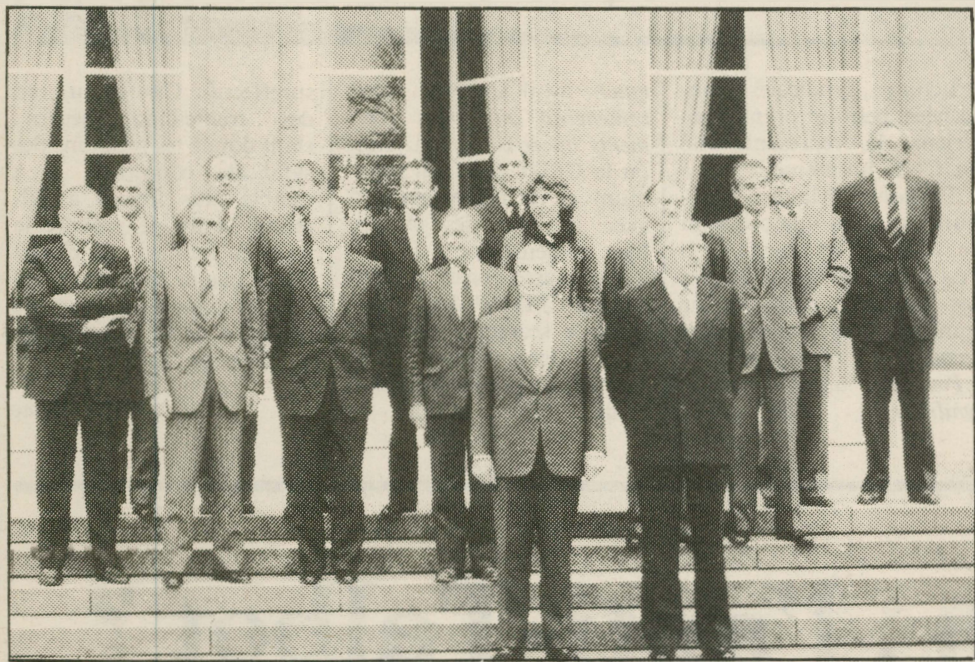
industrielle ». Devant Serge July qui aurait bien voulu souligner plus lourdement « le tournant », Mitterrand, lui, a cherché à démontrer qu'il « maintient le cap ».

« Sur quels acteurs voulez-vous vous appuyer ? La politique en cours ne tend-elle pas à déstabiliser les principales forces traditionnelles de la gauche ? », demande le directeur de *Libé*. « Je récus

vote affirmation (...). Tout en défendant avec raison leurs intérêts légitimes, la majorité d'entre eux participe activement à la lutte que nous menons pour le redressement national. »

« Le chômage n'est plus la préoccupation numéro un ? » Que non, répond Mitterrand : « Modernisations et formation sont les deux voies à suivre pour endiguer le chômage, puis le faire reculer. » Pédagogie avant tout : nous avons affaire à la présentation d'un véritable argumentaire, lançant en fait les militants vers les échéances électorales à venir, les législatives de 1986, pointant à l'horizon au-delà de celui des européennes.

Ainsi, à l'inverse de ce



que voudrait affirmer Serge July, Mitterrand continue à prétendre que « la rigueur n'est qu'une parenthèse ». A toutes les dénonciations du patronat sur ce maintien en sourdine de l'espoir du 10 mai, le président répond : elle durera « le temps qu'il faut pour que nos méthodes de travail et de production, ainsi que nos relations sociales enfin modernisées donnent à la France toutes ses chances dans la très dure compétition mondiale ».

« L'effort », pense-t-il, serait ainsi plus acceptable !

Mais, n'est-ce pas avouer que « l'on fera une vraie

politique socialiste seulement lorsque les choses iront mieux » ? Ce serait tirer un bilan plutôt terne des premières années du septennat... Et Mitterrand retrouve des accents populaires pour mettre en valeur l'œuvre de Badinter, d'Auroux, l'extension du secteur public, la retraite à soixante ans, les 39 heures... « Réformes sociales tellement entrées dans les mœurs qu'on les a presque oubliées. »

L'aveu du tournant

Dans ce discours, « quoi de neuf ? » Mauroy en a déjà fait plusieurs tonnes du même acabit. Mais Mitterrand a voulu souligner sa définition de la gauche, systématisant les thèmes chers à Jacques Delors et à Michel Rocard : « Il y a la gauche qui veut tout distribuer sans s'occuper de produire ; il y a la gauche qui veut produire pour distribuer. »

Mitterrand a beau affirmer qu'il n'a « mis de côté aucun des principes qui ont animé son action quand il était premier responsable du Parti socialiste », les faits sont là. Il doit aujourd'hui changer le profil donné à sa politique depuis des années. L'Expansion du 11 mai se plaît à le souligner : « D'un côté, une tactique politique qui s'appuie sur l'image de la force tranquille (...) de l'autre un programme élaboré par des experts souvent doctrinaires et imprégnés d'une idéologie marxisante (...) L'erreur de Mitterrand, comme président, est de n'avoir pas su choisir entre ces deux conceptions très différentes du socialisme. »

Aujourd'hui, il en est réduit à donner un calendrier regorgeant de sous-tactiques : « L'assainisse-

ment de 1984 permettra un retour sensible de la croissance en 1985, croissance qui, elle-même, infléchira à son tour dans le bon sens la courbe du chômage. »

Au-delà de cette limite...

A l'adresse des dirigeants du PCF, du coup, l'avertissement est des plus clairs : « De mon côté, je vois dans l'union de la gauche, au gouvernement et au Parlement, dans le pays, un choix historique décisif et une base populaire et sociale puissante. Qu'elle se détruise elle-même, je n'y pourrais rien, mais je le déplore. Le pays n'en serait pas moins gouverné, n'en doutez pas le moins du monde. »

Marchais a repris la balle au bond : « Les cinq millions de voix communistes ont été indispensables pour donner la majorité à la gauche. Sans le soutien d'une majorité dans le pays, on peut toujours gouverner mais la question c'est : gouverner comment ? » Cette question, à la lecture de l'interview de Mitterrand, est cependant dépourvue d'intérêt. Il a voulu, en effet, préparer le pays, le peuple de gauche en particulier, à l'éventualité d'un départ des communistes au cas où ceux-ci n'accepteraient pas la définition donnée aujourd'hui de ce que signifie « gouverner la France en fonction des réalités ». Y a-t-il donc, d'ores et déjà, un divorce entre le PCF et Mitterrand ? Ce dernier a répondu, en substance : s'il s'en vont, la responsabilité leur incombera. Sinon, qu'ils « tiennent les engagements ». Tels qu'ils viennent d'être redéfinis !

Pierre Rème

Une « économie mixte »... privée

Alors que le PCF approuve, la presse bourgeoise ricane de satisfaction : « Va-t-on s'extasier parce que le président a découvert un peu tard les vertus de l'initiative, de l'innovation, de la compétition, du profit ? »

(Les Echos du 10 mai)

« Nous avons, a dit Mitterrand, mis en place une société d'économie mixte où cohabitent, par définition, secteur privé et secteur public. » « Innovation » politique qui prête à sourire :

« Toutes les sociétés démocratiques d'Europe de l'Ouest, et même dans une certaine mesure les Etats-Unis, sont des sociétés d'économie mixte », faisait remarquer le commentateur du *Der Spiegel*, journal lié au patronat de RFA.

Mais cette « innovation » révèle un projet politique approuvé par Olivier Stirn, ex-giscardien et colistier de Lalonde pour l'ERE, aux européennes : « Une troisième voie, c'est en effet ce qu'il faut. » En effet, comme le précisait le *Financial Times* : « La France a déjà choisi une économie mixte privée... »

L'ironie des milieux d'affaires se comprend aisément : on est passé d'un projet qui donnait au secteur public un rôle-clé, loco-

patrice pour un autre modèle de développement, à une politique faisant des entreprises nationalisées des « béquilles du capital » (1), comme du temps de la droite.

Cela n'empêche pas le PCF de couvrir la supercherie, au nom de ses trois congrès précédents qui « ont reconnu que le socialisme s'accompagnerait en France d'une économie mixte ».

En fait, pour qui douterait du sens des propos de Mitterrand, les jugements du patronat valent de longues démonstrations. Les Echos, quotidien proche du CNPF, écrivait le 14 mai que « Le chef de l'Etat a eu l'intelligence de se mettre à l'écoute du monde et de quelques lois fondamentales qui guident aujourd'hui la réussite d'une société moderne. » Quant au *Financial Times*

déjà cité, il soulignait les contradictions du socialiste « fier d'être président de tous les Français » : « Il cherche une voie centrale à laquelle certains partis de l'opposition pourraient se rallier (...) Le discours est cohérent, peut-être plus plausible dans les mots que dans la réalité. Parce que ce qui se passe, en fait, c'est purement et simplement une politique d'austérité à la Thatcher. » Jugement résumé d'une formule par *Der Spiegel* : « Les socialistes sont en train de remplacer Marx par Marché : la lutte des classes, briser le mur de l'argent, tout cela n'existe plus ! »

P.R.

1. Les béquilles du capital, livre d'Anicet Le Pors, en 1977, critiquant l'usage fait de l'appareil d'Etat et du secteur nationalisé par la bourgeoisie, grâce au pouvoir politique de la droite.

CFDT : une direction inquiète

Au-delà des votes unanimistes, le dernier conseil national confédéral de la CFDT CNC(1) a laissé percer une sourde inquiétude parmi de très nombreux dirigeants.

Edmond Maire, finalement, a sans doute tort de se flatter de ses scores lors des conseils nationaux confédéraux (CNC) : il court un grand risque à ce jeu. Celui de perdre en partie de vue la réalité de son organisation. La lecture attentive du compte rendu publié dans *Syndicalisme hebdo* du 10 mai le confirme.

Dans le débat sur l'action revendicative, et quels que soient leurs votes unanimistes ensuite, divers dirigeants fidèles à la direction confédérale n'ont en effet pas caché leurs critiques. Ainsi celui de la Bretagne : « Un temps d'assimilation par la base des propos tenus "au sommet" est nécessaire. La tête doit être attentive au rythme des jambes. » Ou celui de la Défense nationale : « La nécessaire adaptation du syndicalisme ne doit pas être poussée trop rapidement. Les risques de déstructuration existent. » Ou encore celui de la région Aquitaine : « Les militants ont marqué leur étonnement, pour ne pas dire plus, lors de la déclaration de l'UFFA au soir de la négociation salariale le 29 février dernier. »

Une telle critique rejoint celle des PTT, celle de la FGTE (transports, équipement), celle de la FGE (gaz, électricité), celle de la fédération des Finances. Celle-ci réclamait explicitement : « Les fonctionnaires ont leur place dans la CFDT (...) Alors, pas d'anathèmes, ni de rejet, mais la recherche d'une communauté d'analyse ». Quel est aujourd'hui l'état des relations entre des dirigeants régionaux qui n'ont pas voulu relayer au niveau national les critiques qu'ils connaissent, en nombre, auprès de leurs propres comités régionaux et parfois bureaux régionaux ? Au jeu des messes internes à la direction les crises d'appareil ne peuvent, plus ou moins vite, qu'éclater...

Des débats à l'électrochoc

La tonalité, finalement, était aussi à l'inquiétude en ce qui concerne le débat sur « Adapter notre syndicalisme », véritable prérapport du prochain congrès confédéral. De fortes critiques s'élevaient, majoritairement, contre la volonté de « mettre dans le même panier les partis de gauche et de droite, quand ces derniers, comme le soulignait le représentant

de la région Pays de Loire, affirment l'ambition de reconquérir le pouvoir pour supprimer la majorité des réformes intervenues depuis 1981 ? » « La resyndicalisation, insistait aussi la fédération Hacuitex, nécessite des militants motivés. Or ceux-ci sont trop souvent démobilisés par les changements d'orientation actuels ». De surcroît ajoutait-il, « le manque d'action peut être aussi une cause de désyndicalisation ».

Pour défendre la nécessité d'une organisation tournée vers la mobilisation, le représentant de la fédération Finances polémique avec la direction confédérale : « N'appelle-t-on pas trop souvent montée des corporatismes des luttes dispersées pour lesquelles les confédérations ne proposent pas de perspective d'ensemble ? » « La plus grave déviation, ajoutait-il, c'est le parti pris d'installation dans le capitalisme. »

En regard de ces réflexions, que faut-il penser des déclarations de la représentante de la région pari-

sienne, qui a connu nombre de débats animés ces derniers mois ? Elle s'est en effet contentée, allant dans le sens du rapporteur, de souligner « l'incapacité à saisir les mutations et à s'y adapter » ! Quand on sait que le bureau de la région parisienne (URP) s'est opposé à l'action des fonctionnaires tant le 16 février que le 8 mars malgré la majorité des

structures syndicales concernées, peut-on prendre au sérieux la représentativité du CNC lui-même ?

Edmond Maire, d'ailleurs, en a fait une occasion de « serrer les rangs ». Il s'est même attaché à donner des conseils pour savoir comment « combattre politiquement » le regroupement « Pour une autre démarche syndicale » : « Son orien-

tation, a-t-il souligné, nous ramènerait aux pires errements du passé ». Du passé où la CFDT avait un minimum de principes en lien avec la lutte des classes, bien évidemment...

Un passé bien présent dans la CFDT et dont, d'ailleurs, le secrétaire confédéral a dû tenir compte, dès le 14 mai, en prenant position contre toute notion de

sureffectif à Citroën au nom des trente-cinq heures : étant donné les positions des syndicats concernés, il a semblé plus finaud à Edmond Maire de prendre le train au moment du départ plutôt que de le rattraper en marche comme il avait été contraint de le faire lors de la grève de Talbot !

Pierre Rème



CGT : Citroën, l'anti-Talbot ?

La direction nationale de la CGT voudrait faire de Citroën un anti-Talbot. La lutte de Poissy avait échappé à une CGT pourtant très majoritaire, à la tête du mouvement. Et cela parce qu'elle avait pris fait et cause pour un accord patronat-gouvernement (ministres communistes inclus) qui accordait à la direction de PSA 1 905 licenciements. Au nom de cet accord, elle se retournait contre la grève, frontalement.

A Citroën, la CGT a pris les devants. Elle déclenche l'occupation, l'étend à quatre autres usines en plus de celle d'Aulnay. Portes fermées, mouvement contrôlé.

Mais les revendications mises en avant visent à court-circuiter tout accord entre le patronat et le gouvernement, excluant la CGT. Aussi épouse-t-elle le sentiment le plus combatif, répandu à l'entreprise. Pas de suppressions d'emplois, trente-cinq heures sans perte de salaire (« comme nos

camarades de l'IG Metall » ajoute André Sainjon...) A ce jeu, la CGT s'engage fort loin devant une base massivement mobilisée, prête à aller jusqu'au bout, qui ne s'en laissera pas conter.

Aussi la question se pose dès maintenant : jusqu'où la CGT va-t-elle aller ? Obtenir qu'il n'y ait pas de suppressions d'emplois, les trente-cinq heures sans perte de salaire, voilà qui suppose un sacré rapport de forces, qui suppose au moins une mobilisation d'ensemble en soutien à la grève de Ci-

troën, sinon l'extension du mouvement à l'échelon national.

Mais cela suppose un affrontement central avec le gouvernement et sa politique d'austérité. Une grève au finish sur des revendications aussi élevées passe par une défaite de la politique d'austérité gouvernementale mise en œuvre depuis juin 1982.

La CGT vise le gouvernement

A l'évidence, il est erroné de dissocier la lutte que mène la CGT à Citroën, de l'attitude du PC à l'égard de la coalition gouvernementale et de l'union de la gauche. Krasucki présente les choses dans le *Journal du Dimanche* (13 mai) : « Les pouvoirs publics compétents ont une grande responsabilité : vont-ils ou non les autoriser (les licenciements), alors qu'on est en plein arbitraire... » La CGT envoie la balle dans le camp gouvernemental. Au pied de la lutte,

à lui d'assumer, contre la CGT, les 3 000 licenciements demandés par Citroën.

Mais pas d'illusions, la CGT ne prépare pas la grève générale à partir de Citroën. Elle ne va pas faire converger les luttes pour l'emploi vers Aulnay, afin, par la force du mouvement général, de contraindre patronat et gouvernement à mettre un genou à terre. C'est une guerre de tranchées qu'ouvre la CGT, pas une guerre de mouvements. Elle utilisera le mouvement de Citroën pour marquer la différence entre la CGT et les autres centrales syndicales, comme le PC utilisera ce mouvement pour faire la différence avec le PS. Il s'agit de récupérer des forces contestant l'austérité par le biais de cette lutte, en poussant les feux jusqu'à combustion de la combativité, pas jusqu'à l'explosion sociale.

A cet égard, il ne faut pas avoir la mémoire courte. Au commencement de la grève de Talbot, la CGT

avait le même accent de gauche, la même façon d'épouser au millimètre le mouvement. Elle a fait une grave erreur, celle de soutenir l'accord du 17 décembre 1983. Cette fois, elle tentera d'obtenir une paix honorable, à savoir un plan social d'accompagnement plus substantiel, qui permette d'arrêter le mouvement sans avoir l'air de capituler au profit du soutien au gouvernement.

Quelle porte de sortie ?

Quelle que soit la tactique confédérale centrale, tous les militants et adhérents CGT ne peuvent que se reconnaître dans les revendications avancées par les grévistes de Citroën et les soutenir. En ajoutant que plus que jamais, un tous ensemble pour l'emploi est nécessaire, contre tout licenciement, pour les trente-cinq heures sans perte de salaire.

Jean Lantier

ELECTIONS EUROPEENNES

Le 17 juin, et après ?

La campagne pour les élections européennes du 17 juin entre dans sa phase active. Une campagne paradoxale, car l'Europe en est la grande absente. Elle n'en constitue pas moins un enjeu politique important.

Tous les sondages attestent que le 17 juin les électeurs se détermineront essentiellement en fonction de considérations intérieures.

Qui pourrait s'en étonner ? La CEE connaît sa crise la plus grave depuis la signature du Traité de Rome en 1957. Le sommet de Bruxelles en mars dernier — qui aurait pu redonner quelque lustre au Marché commun — n'a fait qu'accroître encore les divisions entre les Etats membres.

De surcroît, pour des secteurs entiers de la population laborieuse, les décisions de la Communauté sont surtout synonymes de régression sociale et de dégradation des conditions de vie. Les sidérurgistes, les salariés du textile ou des chantiers navals sont victimes des plans de restructuration élaborés dans le secret des bureaux de Bruxelles, pour le seul profit de quelques multinationales. Il en va de même de milliers de petits et moyens paysans confrontés à l'accélération des concentrations dans l'agriculture.

La sanction d'une politique

Ce sont bien évidemment les partis au pouvoir qui font les frais de cette situation. L'électorat ouvrier est bien peu enclin à se mobiliser en leur faveur. Les enjeux intérieurs rejoignent ici le rejet de l'Europe capitaliste. En déployant sa politique d'austérité, le gouvernement ne fait en effet que s'adapter aux orientations dominantes dans la CEE. Pierre Mauroy le reconnaissait, peu après la mise en œuvre du second plan de rigueur, en mars 1983 : « *La France ne peut conduire une politique de gauche intégrale si les autres pays européens appliquent des politiques de droite.* »

Le PS cherche à contourner ce bilan, en se réfugiant dans des déclarations de principe en faveur de « l'Europe socialiste ». « *Je conduis une liste pour défendre les idées des socialistes et pour montrer que la construction de l'Europe, sa consolidation devront*

se faire avec des idées qui sont plus proches de celles des socialistes que de celles des conservateurs », affirmait Lionel Jospin le 30 avril.

Mais comment ce discours pourrait-il avoir un écho alors que les socialistes sont précisément à la tête de la seconde puissance de la CEE et qu'ils se contentent d'y relayer les plans anti-ouvriers du capital européen ? La faible activité militante du PS dans cette campagne prouve que les incantations de Jospin ne parviennent guère à convaincre une base dérouterée par les choix du pouvoir.

De son côté, la direction du PCF tente

de refaire son handicap électoral de 1981 et de capitaliser le mécontentement du peuple de gauche. Affichant sa défiance envers l'Europe des Dix — « *Voter pour la liste présentée par le PCF, ce sera dire non à l'Europe actuelle, à l'Europe de la crise et de la régression* » —, Georges Marchais centre cependant sa campagne sur les questions intérieures. « *Ne pas voter communiste, c'est dire au gouvernement : je n'ai pas de remarques à faire, ce qui se passe actuellement me convient* », explique-t-il. Il a cependant peu de chances de rabattre les travailleurs déçus.

Dans son action quotidienne, le PCF n'a en rien freiné l'application de l'austérité. Ses députés ont voté la confiance à Mauroy tandis que ses ministres approuvaient les décisions gouvernementales. Il apparaît dès lors, avant tout, comme une caution de la ligne appliquée depuis 1981.

La droite risque fort de tirer avantage de l'impasse dans laquelle se trouvent les

entre appareils politiques et favorise la multiplication des listes concurrentes. La lutte qui oppose Giscard, Chirac et Barre pour l'hégémonie du camp bourgeois, n'a rien perdu de son intensité. Ayant dû en passer par les conditions du RPR pour la constitution de la liste Veil, l'UDF est aujourd'hui menacée d'éclatement.

Produits de cette crise de direction, d'autres listes apparaissent — celle de Francine Gomez, le P-DG de Waterman et celle de Nicoud en particulier — et entendent occuper le terrain en prévision de recompositions futures. Parallèlement, l'extrême droite cherche à attirer l'aile la plus dure de l'électorat réactionnaire, celle qui aspire à une revanche rapide.

Des prolongements importants

De telles difficultés conjointes de la gauche gouvernementale et de la droite

Simone Veil en compagnie du baron Philippe de Rothschild. La droite essaye d'accorder ses violons.



La liste Le Pen

Dis-moi qui tu fréquentes...

Le Pen a choisi le 13 mai pour présenter sa liste aux élections européennes. La date n'est pas le seul symbole. Car, si le Front national s'est doté de quelques cautions (un ancien compagnon de la Libération, un ancien colistier de S. Veil, quelques transfuges du RPR et de l'UDF...), il ne peut désormais dissimuler sa filiation avec le courant fasciste. On trouve par exemple sur sa liste trois responsables du SNPMI (organisation dont le président, Gérard Deuil, proclame son admiration pour le régime de Vichy), quelques anciens collaborateurs (comme Roland Gaucher, qui en 1943 exaltait la « démonstration de force, d'harmonie et de discipline des jeunes nazis », d'anciens nostalgiques de l'OAS, etc.

Le nom le plus révélateur est sans doute celui de Bernard Antony, dit Romain Marie, transfuge du CNIP et président des comités chrétiens-solidarité, ac-

tuellement sous le coup d'une inculpation pour provocation à la haine raciale. Le 16 octobre 1983, à l'occasion de la « Journée d'amitié française », cet individu n'avait pas hésité à proclamer : « *Nous constatons simplement des phénomènes sociologiques. Il y a une puissance qui n'admet pas l'intégration en France (...) et pour laquelle, les intérêts du judaïsme sont supérieurs à ceux de la société française.* »

Ce voisinage n'embarrasse apparemment pas Le Pen. Pas plus que ne l'embarrassaient certains slogans — « *Allende, on t'a eu, Mitterrand on t'aura !* » — et les chants sans ambiguïtés — « *Lève tes drapeaux, ma phalange, tes drapeaux sont d'un rouge sang* » — surgis du cortège au milieu duquel paraissait le président du FN le 13 mai au matin, dans les rues de Paris.

C. P.

formations au pouvoir et du fort taux d'abstention qui en sera la manifestation dans les centres ouvriers. La coalition RPR-UDF dirigée par Simone Veil veut transformer le scrutin en un « référendum » contre le vote du 10 mai et en faveur de l'Europe des patrons. Son manifeste est des plus explicites : « *L'élection européenne représente pour le pays une occasion de porter un jugement sur notre situation intérieure. Dire non à la coalition des socialistes et des communistes au pouvoir dans notre pays, c'est une façon, et non la moindre, de dire oui à l'Europe que nous souhaitons, celle où se rencontrent l'espoir et la nécessité.* »

L'heure de vérité pour la droite

Le 17 juin sonne cependant l'heure des reclassements au sein des formations réactionnaires. Leurs succès électoraux à répétition témoignent davantage du discrédit du PS et du PC que de la crédibilité de leur projet. Les sondages montrent fort bien que si l'image des hommes au pouvoir se dégrade constamment, celle des leaders de l'opposition demeure des plus médiocres. Cette stagnation exacerbe les rivalités

parlementaire permettent le lancement d'opérations visant à constituer une force charnière, de « centre-gauche », dont l'apport serait indispensable à la stabilisation de n'importe quelle coalition, à l'issue des législatives de 1986. La liste ERE (Entente radicale écologiste) constituée d'écologistes reconvertis — tels Brice Lalonde — et de politiciens bourgeois sur le retour — comme Olivier Stirn, l'ex-ministre de Giscard et le radical Doubin — se situe manifestement dans cette perspective. « *L'opération européenne est une étape* », précisent même ses promoteurs.

On le voit, le 17 juin aura des prolongements importants. C'est pourquoi les révolutionnaires s'efforcent de faire vivre, à cette occasion, une perspective mobilisatrice. Celle de la lutte résolue contre les tentatives de la droite et du combat contre la capitulation des grandes organisations ouvrières devant les possédants. Celle aussi de l'action des travailleurs pour imposer leurs propres solutions à la crise. Tel est l'objectif de la LCR, même si, victime d'une loi électorale scandaleuse (qui ne prévoit le remboursement des frais de campagne qu'aux listes ayant franchi la barre des 5 %), elle a dû renoncer à présenter des candidats.

Christian Picquet

Rassemblement des travailleurs 26-27 mai LE BOURGET contre l'austérité contre l'Europe capitaliste

26-27 mai : débats pour agir ensemble

Une réunion sur Renault-Flins et Talbot

A l'appel des cellules LCR et de la section de la fédération de la Gauche alternative des usines de Renault Flins et Talbot s'est tenue une réunion regroupant une vingtaine de travailleurs de ces entreprises.

Syndicalistes, responsables d'associations de travailleurs immigrés, dirigeants de grève (en particulier celle de Talbot), responsables de deux organisations (dont Daniel Richter pour la fédération, et François Ollivier pour la LCR...), tous s'étaient réunis pour discuter des avancées possibles dans la construction d'une alternative anticapitaliste.

Après un bref rapport introductif des deux organisations, la discussion s'engagea sur les problèmes de l'heure. L'analyse de la crise du système capitaliste, ses conséquences sur les processus de recomposition du mouvement ouvrier, le bilan des grèves de Talbot et des luttes de la sidérurgie, le rapport entre le développement des luttes et la construction d'une alternative anticapitaliste. C'est sur la base d'accords vérifiés lors de la grève de Talbot, sur la nécessité de défendre les revendications ouvrières, de mener toutes les batailles contre les attaques capitalistes que commençait la discussion.

« Contre les suppressions d'emplois, il n'y a pas d'autre choix que la lutte pour zéro licenciement et les 35 heures. » C'est ce qu'expliqua Philippe Lascols, responsable LCR de Renault Flins. La discussion fit aussi apparaître des approches différentes dans la construction d'une réelle alternative à la politique du gouvernement. Pour la Gauche alternative, la compréhension par la classe ouvrière « d'un modèle de production et de consommation alternatif » est décisif pour l'issue de la lutte des classes. Pour la LCR,

si la construction d'une alternative à la politique de collaboration de classes est une tâche de l'heure, partir « d'un modèle de production et de consommation alternatif » relève trop d'une vision idéologique de la formation d'une conscience ouvrière anticapitaliste. Celle-ci se forgeant au travers des luttes et de l'expérience de classe, les révolutionnaires stimulent ce processus en intervenant pour défendre un programme de revendications immédiates, de revendications rompant avec le système capitaliste et débouchant sur la conquête du pouvoir par les travailleurs...

Une première expérience de discussions intéressantes qui se poursuivra au rassemblement des 26 et 27 mai...



TRAVAILLER MOINS TRAVAILLER TOUS

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE



Par la route

Autoroute A 1, porte de la Chapelle, sortie n° 5 Le Bourget (voitures et cars).

RATP

Bus 152, départ porte de la Villette, descendre à la station Michelet.
Bus 350, départ porte de la Chapelle, descendre à la station Michelet.

RER

Départ Châtelet-gare du Nord, descendre à la station Le Bourget, direction Aulnay-sous-Bois-Roissy.

Les invités aux forums

Les forums du samedi 26 mai se dérouleront avec les militants suivants :

● 15 h. Forum « Les luttes ouvrières aujourd'hui » :

François Ollivier (Bureau politique de la LCR), René Cotterez (Renault Cléons), Michel (Talbot Poissy), Robert Giovanardi (Sidérurgie lorraine), Michel Verreo (Poulenc Poulenc), A. Larsen (Citroën Levallois), Thomas Lochech (Ugine acier Fos-sur-mer), un sidérurgiste du PCML, René Schulbaum (fédération de la Gauche alternative), un représentant de Lutte ouvrière, un militant SNCF de l'UTCL.

● 15 h. Forum « Les restructurations industrielles et la voie anticapitaliste ».

S. E. Kolm, Benjamin Coriat, Daniel Richter, Ernest Mandel, Nicolas Maheux, Maxime Durand (comité de rédaction de *Critique communiste*) et Francis Sittel (Bureau politique de la LCR).

15 h. Forum « Partis et syndicats face à la crise »

Serge Roux (syndicaliste Santé), Jeanne Couderc (syndicaliste Chèques postaux), Ignace Garay (syndicaliste Métallurgie), syndicaliste Banque, fédération Gauche alternative, un militant PTT de l'UTCL, Jean-Luc Heller (syndicaliste Fonction publique), Jean-Claude Laumonier (syndicaliste Santé, Rouen), Jean Lantier (Bureau politique de la LCR), Raymond Nazier (Bureau politique LCR), Patrice Lorson (syndicaliste région parisienne)...

15 h. Forum « Les jeunes, le racisme et les immigrés »

La plupart des organisations représentatives d'immigrés en France seront présentes, les grandes associations contre le racisme, ainsi que Hélène Viken (Bureau politique de la LCR), et le collectif femmes immigrées, etc.

Les forums du dimanche 27 mai, matin :

● 10 h. Forum « Les femmes face à l'austérité »

Le Mouvement français pour le planning familial, des militantes du mouvement des femmes (coordination des groupes femmes, Nanas radioteuses...), des syndicalistes, militantes d'associations, d'organisations politiques.

● Forum « Austérité et militarisation »

● Forum sur l'école.

● Forum sur l'extrême droite

Le dimanche à 14h :

Sarah Alexander et Imad Saleh

Sarah Alexander est israélienne, Imad Saleh palestinien. Ils chantent ensemble, au-delà des frontières, l'urgence de s'aimer, la liberté pour les peuples juif et palestinien et pour tous les peuples du monde.

Leur engagement, sous sa forme propre, est directement politique et va dans le même sens que notre propre lutte, c'est pourquoi nous nous réjouissons que Sarah et Imad, avec son groupe Der Yassin, du nom d'un village rasé par les Israéliens après un terrible massacre en 1947, soient présents à notre rassemblement.

Elle, la Juive et lui l'Arabe, c'est aussi la lutte, encore plus essentielle aujourd'hui, contre le racisme, qui prendra toute la place qui doit lui revenir dans notre manifestation.

● Voir aussi page 15, l'interview de Sarah Alexander.

tre
le

Les Jeunesses sandinistes au rassemblement

Participant à une tournée des organisations de jeunesse européennes de la IV^e Internationale, les Jeunesses sandinistes du Nicaragua seront présentes au meeting international du samedi soir au côté d'animateurs des principales luttes ouvrières actuelles en Europe.

Des travailleurs de Citroën au rassemblement

Les usines de Citroën Aulnay, Levallois, Nanterre sont en grève avec occupation contre les suppressions d'emplois prévues par le groupe PSA.

Quelles revendications ? Quelles tactiques pour la lutte ? Comment gagner contre les licenciements ? Voilà des questions qui seront débattues au forum sur les luttes avec des travailleurs de Citroën Levallois.

L'Europe des travailleurs

est une préoccupation commune à tous
illeurs d'Europe. Partout, patrons
pour abaisser les coûts de production,
pliquent les mêmes recettes.

, cette poli-
ne contesta-
la lutte des
t-allemands
heures sans
n'est que le
ce à l'Euc-
chômage et
ale, ce sont
zations qui
ne Europe
s'affirme.
s sont por-
ogique que
lne logique
ont dictées
u profit de
mais par les
nts de mon-
r pour une
aussi savoir
s en France
sur tout le

l'approche
a, une large
ement sera
nfrontation
riers euro-
ntants des
sociaux des
présents au
peront aux
un grand
era dans la
s'agit de :

geant de la
la IV^e In-

gramme

ai

ères aujourd'hui
ats face à la crise et aux luttes
ons industrielles et la voie anticapitaliste
acisme et les immigrés.

rnational

mai

SNCF, automobile, etc.

e
itarisation
e à l'austérité

e et meeting de clôture, avec Alain Krivine.

d'Orbegozo à Hernani, entre-
prise spécialisée dans les aciers
spéciaux. Il parlera de la lutte
des sidérurgistes de l'Etat espa-
gnol contre les projets du gou-
vernement Gonzalez qui met-
tront sur le pavé des dizaines de
milliers de salariés.

● **Un mineur britannique** témoi-
gnera de la résistance des
« gueules noires » dure depuis
près de dix semaines, confron-
tées à la volonté de Thatcher de

démanteler quatre vingt-cinq
puits et de supprimer 75 000
emplois.

● **Kim Ardal**, docker à Vetjle au
Danemark. Il parlera des dix se-
maines de grève des travailleurs
de ce secteur, dont il fut l'un des
leaders nationaux, durant l'été
1983.

● **Ernest Mandel**, exposera enfin
les positions de la IV^e Internati-
onale en faveur de l'Europe des
travailleurs.

Samedi 21h Concert Rock

avec Irradier et Como aqui no

Jeunesses communistes révolutionnaires



Souscription 84 : mobilisation générale

A deux semaines du rassem-
blement, nous devons redoubler
d'efforts pour permettre au
maximum de camarades de ve-
nir, surtout ceux de province. La
tenue du rassemblement et les
voyages vont nous coûter
500 000 F. C'est dire qu'il faut
tout faire dans les jours qui vien-
nent pour atteindre notre objec-
tif... Que vous puissiez venir ou
pas, permettez à des travailleuses
et des travailleurs de dire non à
l'austérité et à l'Europe capitalis-
te ! Faites parvenir vos chèques à
Montreuil dès cette semaine !

Reçu directement à Montreuil

Paris, Marguerite 200
Le docteur de Berlin, pour un
hebdo
commun LCR-LO 1 000
Cazals, Jules Fourrier 200
Courbevoie, Florent,
« Affichons-nous » 200
Paris, YC, Encore
pour la tenue d'un forum
Homosexualités 50
Le Havre,
Marc et Dominique 50
Lille, Jean-luc 50
Cabourg, Catherine 200
Sedan, André 100
Saint-Geone en Valdaire,
Marie Louise 100
Tarascon, J. F.
« Sans illusions... » 40
Strasbourg, Serge et Olivier
« Socialisme, oui !
Bureaucratie, non ! » 150
Peronne, Nicole, « Pour que
triomphe la révolution » 20
Camares, Roland, « Quittons
l'actuel Marché commun » 50
Total : 2 410

Collecté par les cellules de la LCR

Montbéliard,
ouvriers Peugeot-Sochaux 60
Sympathisants Mulhouse 50
Militants-sympathisants
Montbéliard 90
Militants et sympathisants
de Belfort 300
Lorient, pour l'unité d'action
avec l'UTCL, Michel,
Christine, 100
Militants SNI PEGC EE 250
Militante SNES EE 250
Pontoise 1 520
Argenteuil 2 620
Sarcelles 600 F
Section Pau Béarn
Militant CGT 250
Militant CFDT,
« Bien que la lutte
contre l'austérité
ne passe pas
prioritairement
par l'organisation
de ce rassemblement » 100
Documentaliste CNRS,
syndiqué CGT 50
Don divers 40
Militant SNI, EE 50
Militant SNI, EE
« Contre l'austérité à
l'école publique »
« Pas un sou pour
l'école privée » 100
Fédération 93 1620
Cellule Macon Chalon 200
Fédé 94
Cellule EDF 230
Cellule PTT 150
Cellule LEP 550
Cellule instit 300
Cellule préfecture
pour compléter 50
Cellule SNCF 20
Cellule LEP 100
Cellule coll. locale 170

Cellule RP	100	JP. H. INSEE	50
St Brieuc	700	F. INSEE	50
Tarbes		Divers	150
Larbi	20	Zoé et Jacqueline	200
Jany	50	Jacqueline	100
Jean	100	Collecte conférence	
Zuzu	200	ouvrière Nantes	220
Jacques	30	Metz	300
Béatrice	50	Enseignante Metz	50
Jean	30	AG, JJF, RH,	
Excédent vente Rouge	3,50	Cheminots Metz	150
Juliette	50	MCR	50
Jean	40	Section Ales	850
Menton	160	Morlaix	
Niort	150	Un plouc	250
Nancy	200	Anne	90
Fédération Paris	3 730	Marie-Madeleine	60
Paris, Jérémie	170	Gilbert	100
Louviers		Jean-Claude	90
Enseignant	150	Bayonne	220
Section	550	Dreux	
Le Puy, JC, RV, JR	350	Cellule métallurgie	
Melun, cellule santé	200	Collecte d'ouvriers	
Millau		RTC et autour	360
Chichou	50	Ouvrière Renault	
Francis	100	et chômeur	100
Olga	50	Militant	
Annie	40	(collecte diverses)	370
Maryse	50	Militante commerce	50
Geneviève	250	Cellule Santé, action sociale	
Caen		François	50
Benoit	50	Christian	50
Philippe	250	Patrick	100
Alain	100	Trois hospitalières	150
Michel	500	Cellules quartier	
Christine	50	Une cheminote militante a	50
Daniel	100	Une cheminote pas militante	50
Philippe	100	Collecté par Martine	150
Pascal	50	Maria	50
Jean-Paul	50	Section Perpignan	4 000
Gérard	60	Chambéry	
Nantes		Michel et Mona	100
Cellule enseignante	400	Francis et Françoise	200
Cellule hopitaux	300	Gérard	100
Cellule EDF	200	Parents de militants	100
Cellule SNCF	100	Marie-Jo	110
Jean Paul	200		
Pomme INSEE	50	Total	29 073,50

Nom : _____
Prénom : _____ Profession : _____
Mention brève : _____
Je verse : _____ F
(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Reçu à Montreuil	2 410,00
Collecté par les cellules	29 073,50
Pour arrondir	0,50
Total semaine	31 484,00
Ancien total	46 288,00
Nouveau total	77 772,00

ECOLE

Ni capitulations, ni marchandages

Le gouvernement a décidé un nouveau report du débat parlementaire sur le projet sur l'enseignement privé. Déjà les députés de tous les bords aiguisent leurs couteaux. Mais la pire erreur serait de s'enfermer dans une tactique parlementaire d'amendements et de pression. Elle laisse le terrain libre à la droite.

Le débat parlementaire sur le projet de loi sur l'enseignement privé serait ouvert le lundi 21 mai. Ce délai a pour fonction de laisser davantage de temps à la commission spéciale chargée, sous la responsabilité de Laignel, d'étudier le texte Savary.

Il s'agit donc, pour le gouvernement, de la dernière ligne droite. Selon *le Monde*, celui-ci escompterait boucler le débat parlementaire en une semaine.

Le pari est ambitieux !

Pour la droite, deux fers au feu

Face à cette échéance, la droite semble hésiter entre deux attitudes possibles.

Alors que Madelin et Millon (tous deux appartenant à l'UDF), en commission, ont commencé à tester une tactique d'obstruction usant de tout un arsenal de procédures et de la multiplication des amendements, les secteurs « durs » agitent la menace d'une « grande manifestation nationale des défenseurs de la liberté de l'enseignement » à l'occasion du débat parlementaire.

A côté de ces numéros de bateleurs : les « modérés », Hélène Missoffe (RPR) et Jacques Barrot (UDF), responsables de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement. Dès jeudi dernier, ceux-ci ont stoppé la bataille de retardement des

travaux de la commission. Défenseurs attitrés de l'enseignement confessionnel, ils obéissent, en effet, à une autre logique. Celle qui a amené l'UNAPEL à refuser sèchement la suggestion de Gaudin qui, au nom de l'UDF, proposait une manifestation nationale. Pas question, pour eux, d'alimenter un interminable débat de procédure qui pourrait fournir au gouvernement un prétexte tout trouvé pour utiliser l'article 49-3, en en faisant retomber la responsabilité sur l'opposition ! D'autant que, de ce côté, on veut mener la bataille sur une série d'amendements, dont la suppression de la possibilité de la titularisation des enseignants du privé. C'est-à-dire l'exigence maîtresse, aujourd'hui, de l'Eglise.

Les concoctages socialistes

Pour sa part, Laignel paufine une quinzaine d'amendements qui devraient être adoptés par le groupe parlementaire PS lors de sa session du 15 mai. De ce côté aussi, c'est la question de la titularisation des enseignants du privé qui est présentée comme la pièce centrale du dispositif.

Le comité de liaison PS-groupe aurait accepté que l'obligation de financement des écoles primaires par les communes soit liée à la titularisation d'une majorité des enseignants du privé.

Enseignants du privé 16 mai : journée d'action

La Fédération de l'enseignement privé CFDT a organisé une journée d'action, avec manifestation, le mercredi 16 mai. Journée dont la division n'a pas été absente, puisque le SNUDEP (Syndicat national pour l'unification du service public d'éducation et la défense des personnels de l'enseignement privé-FEN) s'est trouvé réduit à organiser, ce même jour, son propre meeting à la Bourse du travail.

Il n'empêche que, plus de 30 % des personnels du privé votant CFDT aux élections professionnelles, nul ne saurait nier la représentativité de la FEP-CFDT dans ce milieu. Cette journée d'action et les revendications dont elle est porteuse revêtent donc une signification non négligeable au moment où va s'ouvrir le débat parlementaire sur les « nouveaux rapports avec l'enseignement privé ».

La FEP-CFDT a rappelé ce que sont ses désaccords avec le projet Savary qui concernent :

- Les mesures envisagées concernant les enseignants : « Seule, selon la FEP, la fonctionnarisation proposée dans l'immédiat à tous les personnels peut procurer la stabilité et l'indépendance indispensables à l'accomplissement de l'acte éducatif et la reconnaissance de l'égalité de droits et de devoirs avec l'enseignement public. »

- L'oubli total des personnels non enseignants.

- La place, réduite au tiers, donnée aux personnels dans les instances représentatives : commissions d'agrément et d'emploi.

Au cours de cette journée, les manifestants ont adressé des motions au ministre de l'Education nationale, à celui de l'Agriculture, au président de l'Assemblée nationale et à Lustiger. Dans cette dernière, ils écrivent, entre autres choses : « Les enseignants et personnels du privé ont droit à une juste rémunération, des conditions de travail correctes, une garantie d'emploi contre les fluctuations d'effectifs et l'indépendance nécessaire à tout travail d'éducation. Nous ne comprenons pas que vous nous le refusiez. » Et aussi : « Nous attendons de monseigneur Lustiger qu'il précise au nom de quoi il refuse aux personnels de l'enseignement privé la liberté de choisir leur statut et de réclamer les garanties de celui de la fonction publique alors qu'il prétend qu'ils assurent un service d'intérêt public. »

Au moment où les enseignants du privé sont les otages de sordides marchandages, leurs exigences ont la force de l'évidence. Ils témoignent de ce que devrait être une juste politique scolaire : elle passe par la satisfaction des revendications des personnels. Dans le privé aussi !

F. S.



Il y a fort à parier que cela revienne à céder sur l'essentiel, sans aucune garantie quant aux compensations exigées par ailleurs. N'est-ce pas, en effet, la porte ouverte à tous les reculs possibles et imaginables en termes de délais et de préalables ? Sans compter les obstacles technico-financiers, d'ores et déjà évoqués, à ces titularisations qui supposeraient l'ouverture de crédits nouveaux et non prévus dans le cadre de la loi de finances. On a là une possibilité de blocage dont on peut penser que Delors ne se fera pas faute d'user !

Marchandages et marchés de dupes

La droite, elle, au-delà de ses divisions réelles, dispose d'un recours : celui des mobilisations de masse. Si la manifestation nationale est, en effet, suspendue, elle n'est pas écartée pour autant.

Le Monde signale que les défenseurs les plus radicaux de l'école privée préparent activement cette dernière. A Nantes, on parle de l'occupation de bâtiments parisiens durant le débat parlementaire. Les APEL de Rennes, pour leur part, annoncent une « action de relais en montée sur Paris » et ex-

pliquent que « les écoles doivent se réparer à répondre immédiatement aux appels des unions départementales des APEL » (*le Monde* du 12 mai 1984).

Dans ces conditions, pour les laïques, la pire erreur serait de s'enfermer dans une tactique parlementaire d'amendements et de pression. Au lieu de laisser le terrain libre à la droite, la mise à l'ordre du jour d'une grande manifestation nationale devant l'Assemblée devrait être immédiate.

En même temps, il convient de rompre le silence complice qui, du côté des laïques, entoure les négociations de la commission Laignel. Non, l'objectif n'est pas d'amender le projet Savary, il est de repousser celui-ci ! Car telle est la condition pour débayer le terrain et engager une politique au service de l'école publique.

Tel est le sens de l'appel lancé par deux cents syndicalistes et personnalités (voir *Rouge* de la semaine dernière). Faire signer, partout, massivement, cet appel, aller le porter en délégation auprès des députés du PS et du PCF : telle est bien la tâche urgente et immédiate de toutes celles et tous ceux qui refusent capitulations et marchandages sur le dos de l'école publique !

Francis Sitel

TEMPS PARTIEL

Les temps des patrons

Devant la montée des chiffres de chômage, le gouvernement se lance vers l'aménagement et la réduction du temps de travail. Sous ce vocable, qui pouvait laisser espérer, il s'agit de faire sauter le verrou du calcul hebdomadaire de la durée de travail et de généraliser le temps partiel. Voilà de quoi faire rêver Gattaz !

Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a annoncé récemment que de nouvelles mesures concernant la réduction du temps de travail seraient prises par le gouvernement avant l'été.

Les raisons de cette hâte soudaine ? Tous les experts prévoient une montée importante du chômage dans les mois et les années à venir. La France pourrait ainsi passer le cap d'un taux de chômage de 10 % dans les douze prochains mois. Ainsi, les *Echos* du 14 mai 1984 donne le résultat d'une étude de l'INSEE. Sur quatre scénarios projetés pour 1987-1988, trois prévoient une aggravation du chômage, avec de 850 000 à 950 000 suppressions d'emplois. Dans le quatrième, la montée du chômage est moins importante, mais la proportion des travailleurs à temps partiel atteint 10 % de l'ensemble des emplois.

Devant la montée du chiffre de chômage, pour tenter de l'endiguer, le gouvernement s'oriente vers une « politique de réduction et d'aménagement du temps de travail ». Mais attention, il ne s'agit même plus de la réduction du temps de travail pour tous et toutes. Après s'être assis, sans autre forme, sur la revendication de réduction du temps de travail sans perte de salaire, le gouvernement aujourd'hui, par la bouche de Le Garrec, fait un pas de géant de plus en direction du patronat. Le Garrec estime en effet, « qu'on n'a pas le droit de parler » réduction du temps de travail style « les trente-cinq heures pour tous », mais qu'il s'agit essentiellement d'une « approche micro-économique adaptée à chaque secteur, à chaque branche, à chaque entreprise ».

Voilà de quoi réjouir Gattaz à l'approche des négociations sur la « flexibilité » de l'emploi, le 28 mai prochain, entre les syndicats et le CNPF. Lui qui déploierait les « rigidités » liées à la « trop stricte réglementation des heures supplémentaires, à la pénalisation du recours au temps partiel et au travail intérimaire, à la législation des seuils, aux contraintes sur les licenciements » !

Pour le gouvernement, il s'agit de mettre en œuvre le plus rapidement possible les mesures contenues dans le rapport sur le « temps choisi » préparatoire au IX^e

Plan. Rappelons qu'une des pièces-maîtresses de ce projet, en plus de faire sauter le verrou du calcul hebdomadaire de la durée du travail actuellement en vigueur, consiste dans la généralisation du travail à temps partiel.

Le travail à temps partiel devient ainsi « une mesure sociale » qui permet de limiter le nombre de licenciements. Ce que l'on a vu s'appliquer depuis quelques mois dans certaines entreprises comme la Lif, la Thomson ou Micmo-Gitane (voir *Rouge* n° 1110-1111) sur des personnels à majorité féminine, va être systématisé. L'exemple des négociations à Citroën en témoigne.

Le développement du tra-

vail à temps partiel, justifié au départ comme permettant à des femmes, à des jeunes, à des vieux, de s'intégrer sur le marché du travail, comme générateur d'emploi, s'applique dans les faits pour limiter les dégâts, actuels et à venir, des suppressions d'emplois. Oui, le temps partiel, c'est bien du chômage partiel, du chômage camouflé !

C'est dire l'enjeu politique pour le gouvernement : à l'horizon de 1986, — en forme d'échéance électorale ! —, il lui faut disposer de statistiques sur le chômage plus présentables, comme le permettrait la mise en application rapide de ces mesures. Si cela se réalisait, ce serait tout bénéfice pour les patrons : en plus d'un fort volant de chômage, ils auraient un volant de travailleurs et surtout de travailleuses précarisées, sous-payées, sans garantie...

Oui, les propos de Le Garrec ont de quoi faire rêver Gattaz ! Grâce à la division créée, il peut espérer voir les travailleurs en train de défendre, chacun dans leur branche, leurs revendications particulières pendant qu'un bon tiers de l'ensemble des salariés, en majorité des femmes, serait



aux prises avec leurs demi-salaires. Et ce n'est pas l'absence de mobilisation, en ce moment, au niveau des di-

rections syndicales, qui fera un barrage devant de tels projets !

Sonia Folloni

« L'Europe, c'est aussi 15 millions d'immigrés »

« L'Europe, c'est aussi quinze millions d'immigrés : égalité des droits ». *Tel est le mot d'ordre de la campagne européenne lancée par cent-trois organisations d'immigrés et de solidarité de six pays européens : Hollande, Belgique, RFA, Luxembourg, Grande-Bretagne et France.*

En France, trente-huit organisations sont partie prenante de cette campagne ; parmi elles, des associations de toutes communautés (Maghreb, Turquie, Afrique noire, Espagne, Italie, Portugal, Haïti), et aussi la FASTI, la CIMADE, la fédération Hacuitex-CFDT, et bien d'autres...

Les signataires de cette campagne comptent saisir l'occasion des élections européennes pour réaffirmer les exigences des travailleurs immigrés et interpeller l'ensemble des candidats sur leur position vis-à-vis de cette question : nous publions ci-dessous leurs revendications adoptées le 31 mars à la réunion d'Amsterdam :

Les revendications

I. Droit au séjour

Garantie des droits juridi-

ques des immigrés vivant en Europe et des membres de leur famille, d'un statut légal fondé sur le principe de l'égalité des droits avec les nationaux, ce qui doit être obtenu par l'octroi d'une carte unique. Tous les immigrés, femmes, hommes ou enfants, vivant actuellement en Europe doivent avoir droit à ce statut, indépendamment de la durée de leur séjour et de l'emploi, y compris pour les réfugiés politiques. Le droit de séjour de la femme ne doit pas être lié à celui de son mari et de sa famille.

II. Regroupement familial.

Le droit du regroupement de la famille ne doit pas être subordonné à des conditions de travail et de logement. L'immigré, femme ou homme, a le droit de se fai-

re rejoindre par son conjoint et ses enfants et ceux-ci doivent avoir le droit de séjour.

III. Libre circulation

La libre circulation à l'intérieur de la CEE doit s'entendre dans les mêmes conditions que pour les ressortissants des pays membres, et ce pour tous les immigrés qui vivent et travaillent sur le sol de ces pays. Cela implique l'abolition des visas.

IV. Droits politiques, sociaux et culturels

Les droits politiques pour les immigrés, femmes et hommes, doivent se fonder sur l'obtention de l'égalité des droits avec les nationaux. Les immigrés doivent avoir le droit de participer au processus de prise de décisions, sur les problèmes qui les touchent eux et leur famille, par le biais de leurs organisations et par tout autre moyen mis à la disposition des citoyens. Nous revendiquons :

- La reconnaissance d'un statut autonome de la femme immigrée.

- Que les droits politiques, sociaux et économiques des

immigrés soient maintenus et respectés là où ils fixent leur résidence (soit dans le pays d'accueil, soit dans le pays d'origine).

- Le respect de droit de participer à la vie syndicale avec la possibilité de vote et d'éligibilité.

- La reconnaissance de fait du droit d'association, cela implique la mise à disposition des moyens et des effectifs nécessaires ainsi que l'accès aux médias.

- Le droit aux immigrés de choisir leurs propres moyens d'expression et de contrôle de la part de gouvernements et d'organisations fascistes à travers lesquelles certains gouvernements opèrent.

- La reconnaissance de l'identité culturelle des immigrés dans tous ses aspects, l'égalité du droit à la formation linguistique et professionnelle pour tous.

V. La lutte contre le racisme

Le racisme et le sexisme doivent être combattus dans toutes ses formes par une législation adaptée, comme par l'interdiction des pratiques racistes et fascistes dans tous les domaines. Les

associations autonomes d'immigrés doivent avoir la possibilité de se porter partie civile pour obtenir la condamnation des actes racistes. Le racisme institutionnel doit être combattu à tous les niveaux.

VI. La politique de retour n'est pas la solution aux problèmes économiques et sociaux de l'Europe tels que le chômage et la pénurie de logement. Nous exigeons pour les immigrés comme pour tous les êtres humains le droit de vivre dans le pays de leur choix, que ce soit le pays d'accueil ou le pays d'origine.

Le Secrétariat de la coordination européenne.

Les initiatives prévues :

- Semaine d'action européenne du 21 au 26 mai
- Rassemblement européen à Strasbourg les 9 et 10 juin 1984.

Pour tous contacts, information et matériel de propagande à commander, contacter : Secrétariat de la coordination européenne c/o Fasti, 4, square Vitruve, 75 020 Paris. Tel : 360 84 41

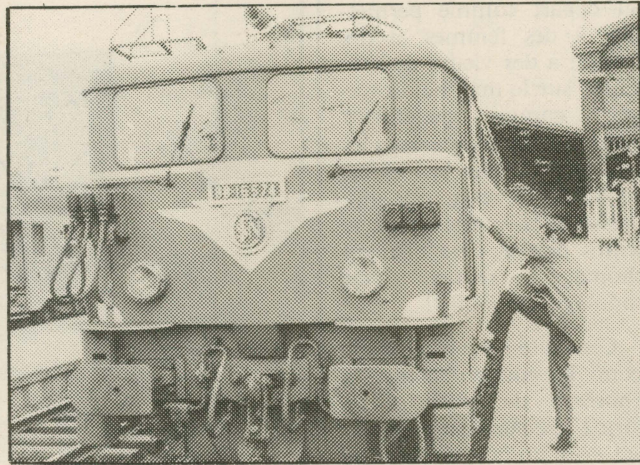
SNCF

Grèves en cascade

Chez les cheminots, les débrayages se multiplient, contre les modalités d'application des trente-cinq heures pour les postés.

La direction SNCF est en train de récolter les fruits de sa provocation. En effet, alors que l'ordonnance gouvernementale du 16 janvier 1982 octroie les trente-cinq heures aux travailleurs pos-

tés « eu égard à la pénibilité du travail », la SNCF propose des modalités d'application conduisant à une dégradation pure et simple des conditions de vie et de travail.



Les cheminots postés, réclament des repos compensateurs permettant une détente des roulements. Les grèves se multiplient à la base, depuis vendredi 10 mai, dans les postes de commandement, les postes d'aiguillage, les chantiers de manœuvre, les triages... dans de nombreuses régions, Lyon, Paris Sud-ouest, Villeneuve-Saint-Georges, Paris Saint-Lazare, Paris-Nord, Marseille, Hendaye, Toulouse...

Dans les jours qui vien-

nent, d'autres régions vont être touchées à leur tour. Le mouvement pourrait alors prendre une ampleur nationale et toucher également les agents de conduite, les contrôleurs. Les grévistes ont choisi une forme d'action originale pour une action de longue haleine : une heure de grève surprise (parfois quatre), reconductible, pendant la journée de travail. Cela désorganise sans coûter trop cher, cela permet de prendre le temps de construire un mouvement national de grève, de tous les cheminots postés et roulants. Les fédérations syndicales ne prennent, pour l'instant, aucune initiative pour étendre la lutte.

La direction SNCF ajoute une deuxième provocation, sur les salaires, cette fois. Les augmentations seront de 1,75 % au 1^{er} juin, 2 % au 1^{er} décembre, 1,25 % au 1^{er} janvier 1985. Un point, c'est tout !

La seule réponse des fédérations syndicales est la proposition d'une nouvelle journée d'action les 24-25 mai, après les journées du 8 février et du 8 mars.

On ne peut pas dire que cette perspective ait soulevé l'enthousiasme. Le développement actuel des grèves locales risque de balayer cette échéance.

M. M

Claude Labranche

THOMSON - GENNEVILLIERS

Vers une action d'ensemble

Les licenciements s'alignent dans le groupe. La conviction que le seul choix reste de lutter se renforce chez les travailleurs.

« Perte importante, mais moindre que l'an dernier, la situation financière devrait se rétablir en 1984, vers le retour à l'équilibre. » C'est, en gros, le bulletin de santé du groupe Thomson, largement publié ces dernières semaines dans la presse spécialisée.

Dans les usines, par contre, ce bilan optimiste se traduit par l'annonce régulière des suppressions de postes, secteur par secteur, usine par usine. A Gennevilliers, fin mars, les quatre cents premiers licenciements affichés sur deux des quatre divisions du site avaient déclenché les premières mobilisations. Une manifestation combative, le 28 mars, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, avait rendu visite au ministre de l'Industrie.

Depuis, l'attente, un certain désarroi, sans pers-

pective pour la poursuite de l'action. L'étalement de l'annonce des licenciements, division par division, sur plusieurs mois, rendait difficile une riposte commune.

Cette semaine, la situation se tend. Les licenciements vont frapper les secteurs, jusqu'ici épargnés. La réflexion « il n'y a pas de choix, il faut entrer en lutte » est de plus en plus courante sur le site. Ceux qui ont déjà été alignés sur les listes de licenciés, savent à quoi s'en tenir : des travailleurs de plus de cinquante ans, font partie des charrettes. Ils ne trouveront pas plus d'embauche, qu'ils ne seront « bons pour la pré-retraite. »

Mardi 15 au matin, une assemblée générale des différents secteurs réunit quatre cents personnes. Une « minorité » bien décidée à lutter. C'est la grève toute la

journée, les bureaux de direction sont occupés, les « dirigeants retenus ». En fin d'après-midi, le P-DG du site refuse toute concession, toute ouverture de négociation sur les plans de licenciements. Les travailleurs décident de poursuivre la grève mercredi, d'installer des « piquets filtrants » aux portes de l'entreprise. La proposition de « grève illimitée avec occupation » était minoritaire à l'assemblée générale du matin. Mais tous, sont décidés à ne

pas se « laisser marcher sur les pieds ». Les syndicats restent divisés sur les propositions d'action. La CGT freine, pour « éviter une lutte minoritaire », la CFDT suit la mobilisation, et la soutient dans les quatre secteurs du site.

L'annonce à la télé de la création d'« emplois Thomson en Lorraine » a fait hurler à Gennevilliers. « Ils se foutent de nous, suppriment des emplois ici pour en créer là-bas. C'est un coup de pub, pour faire social. » La grève

à Citroën, comme l'action des métallos allemands pour les trente-cinq heures, suscitent nombre de réflexions, de commentaires.

Pour la première fois depuis des années, la perspective d'une grève à l'échelle de la boîte, tous ensemble, paraît réaliste. De nombreux travailleurs attendent que « les syndicats fassent leur boulot » contre les plans de licenciements du groupe, pour « redresser leurs comptes » en 1984.

M. M

Claude Labranche

MINES DE FER

« En 23 ans de lutte »

Extraits du discours de Jean Corradi, secrétaire général des mineurs de fer CGT de Lorraine, le 1^{er} Mai à Audun-le-Tiche.

La CGT regroupe 66 % des ouvriers mineurs, combat depuis 1963 la liquidation des puits.

En vingt-trois ans de lutte, il a fallu en surmonter des difficultés avec un pouvoir de droite et un patronat sans concession afin de sauvegarder l'essentiel de notre industrie et les acquis sociaux.

Mais aujourd'hui ce sont ceux que l'on a mis en place, qui persévèrent dans une politique de régression sociale et économique.

Nous pourrions établir le bilan des engagements et la réalité depuis 1981 : sept puits fermés, deux en voie de fermeture, 1 500 emplois supprimés, droits acquis remis en cause pour les actifs comme les pensionnés, en sus des problèmes généraux.

Mais devant la réalité quotidienne, et cet écart considérable, entre les promesses et les actes, une question nous est souvent posée : « Est-ce que l'on s'est trompé, ou bien est-ce qu'on nous a trompé ? » Cette question explique la colère, le désarroi, le désespoir qui se sont exprimés en certaines occasions.

Le plan acier 1984, auquel s'oppose toute une population, va accélérer le processus d'une région que se meurt. Certes, il y a la crise, et le Comité des forges et les gouvernements précédents portent une lourde responsabilité. Mais va-t-on être amené à constater que le gouvernement de

gauche va achever l'œuvre néfaste de ceux qui l'ont précédé ?

Le plan Fabius

Laurent Fabius est venu une deuxième fois en Lorraine, et le plan qu'il a présenté est loin du compte. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : quatre mille emplois proposés, quatre vingt treize mille chômeurs en Lorraine. Le plan acier, c'est cent mille emplois supprimés à l'horizon 1990 en Lorraine. Il s'agit de licenciements. Les deux ans de stage de reconversion pour des hommes de quarante ans ? Et pour trouver quel travail ensuite au rythme des créations d'emplois annoncées par le ministre !

Cela veut dire que la mobilisation de masse demeure indispensable, devant un gouvernement qui a décidé de ses choix en fonction d'une politique d'austérité, de déclin de la sidérurgie, de gestion de la crise dans le cadre de la communauté européenne, ou ont été écartés les critères de

coût social, de maintien de l'emploi, d'équilibre des régions, d'indépendance nationale.

La grève générale avec occupation

Notre commission administrative du 26 avril, a souhaité un développement urgent de l'action, par la grève générale, l'occupation des lieux. Sinon la marche sur Paris que l'on redoutait comme le sommet de l'action, demeurera un point culminant de l'action au lieu d'être un tremplin vers son renforcement, son développement.

Faire reculer le gouvernement sur ses décisions est un enjeu énorme, et face à cela les travailleurs, la Lorraine doivent peser de tout leur poids.

Nous gardons espoir parce que les luttes puissantes des mineurs de fer et des sidérurgistes ont fait bouger les choses. Car nous n'accepterons pas d'un gouvernement de gauche, ce que nous avons combattu de la droite.

SIRTES BOULOGNE « Présumé coupable »

Les salariés de la SIRTES Boulogne (société d'engineering filiale de la régie Renault), cadres et ingénieurs en majorité sont en grève depuis vendredi 10 mai. La direction s'est mis en tête de licencier l'un d'entre eux, présumé coupable de figurer sur la liste des candidats

de la CGT aux prochaines élections du personnel. Elle n'a même pas tenu compte du préavis légal de licenciement.

La grève est totale. Les délégués CGT de Renault-Billancourt sont venus assurer ceux de la SIRTES de leur soutien. Une motion commune aux syndicats CGT, CFDT, FO de l'entreprise, refuse le licenciement. Un comité de grève a été élu pour la conduite de l'action, « jusqu'à ce que la direction cède ».

CONGRES DES SYNDICATS ETUDIANTS

Le refus du combat

Le week-end du 1^{er} Mai, se sont tenus les congrès de l'UNEF-ID et de l'UNEF-SE. Depuis le 10 mai 1981, ces deux organisations se sont confrontées à la mise en place de la réforme des universités qui prolonge — voire aggrave — la sélection et l'austérité poursuivies par les gouvernements précédents et à un mouvement étudiant désorienté par l'ampleur de la crise.

Le mécontentement et l'inquiétude étudiante s'étaient largement exprimés l'année dernière lors de la discussion au Parlement de la loi sur l'enseignement supérieur. La droite avait saisi l'occasion pour refaire surface sur les campus.

Les congrès des deux UNEF auront marqué, chacun à leur manière, le refus de définir une orientation claire de combat contre les conséquences de la politique gouvernementale.

L'UNEF-SE (1) a approfondi sa ligne de liquidation d'une orientation syndicale. Paralisée par une absence totale de démocratie imposée par le PCF, corsetée par

tant de ramener l'histoire du mouvement étudiant des quinze dernières années à une erreur de parcours. De l'aveu même de son nouveau président, Marc Rozenblat (membre du PCI), « L'UNEF-ID doit passer du syndicalisme de la contestation à celui de la négociation. » Cela s'est fait, pour sa part, sans honte et sans regrets, avec la bénédiction du syndicat Force ouvrière.

Par l'intermédiaire des élections universitaires, la direction de l'UNEF-ID a réussi à faire de ce syndicat une mini-institution qui place au centre de son action la négociation à tous les niveaux : des présidents d'université aux cabinets ministériels. Ainsi,

vir à Force ouvrière dans l'enseignement supérieur.

Il n'y a aucune différenciation sur l'ensemble des votes du congrès entre la tendance PLUS, dirigée par des membres du PS, et la tendance majoritaire dirigée par le PCI : du rapport d'activité au texte d'orientation. C'est donc bien un congrès du recentrage, avec une volonté majeure : ne pas se prononcer sur le bilan global de la politique gouvernementale depuis le 10 mai.

La direction de l'UNEF-ID peut se permettre, en l'absence de mobilisation, toutes les alliances et les manœuvres pour se donner la prestance d'une « grande organisation respectable », à l'image du syndicalisme ouvrier que nous connaissons. Mais le mouvement étudiant confronté à l'acuité des attaques gouvernementales ne pourra s'en satisfaire. On l'a vu l'année dernière, où il a fallu à l'UNEF-ID faire beaucoup de contorsions pour ne pas être complètement discréditée.

L'action de masse posera, tôt ou tard, la nécessité pour l'UNEF-ID, d'une orientation de combat. C'est sur une telle orientation que s'était regroupée la minorité syndicale au moment des luttes, et qu'elle s'est



Pendant les mouvements qui ont eu lieu l'année dernière, l'UNEF-SE s'était opposée à la grève, et il a fallu beaucoup de contorsions à l'UNEF-ID pour ne pas être complètement discréditée.

l'orientation du « Produisons français », son congrès aura été placé sous les auspices du soutien total à la réforme Savary. L'UNEF-SE, c'est l'organisation qui « recherche de bons stages en entreprises » et de « bons débouchés professionnels » afin de « former de bons cadres pour la nation » et qui, dans ses commissions de congrès, s'initie au « nouveau langage » de la micro-informatique.

L'application d'une telle orientation, lors des grèves de médecine de l'année dernière, l'avait amenée à s'opposer à l'action des étudiants pour soutenir la réforme Ralite des études médicales et, pour la première fois, à disparaître totalement d'une mobilisation.

Le congrès de l'UNEF-ID (2) se voulait l'annonce d'une nouvelle organisation étudiante « responsable », institutionnelle, ten-

indépendamment du faible taux de participation aux élections dans les conseils, l'UNEF-ID est aujourd'hui, une organisation d'élus, « respectables », à qui les portes sont ouvertes à tous les échelons de la hiérarchie de l'enseignement supérieur.

Grâce à cette orientation privilégiant la négociation à l'action revendicative, la direction de l'UNEF-ID a réussi, dans le même temps, à associer le courant socialiste à la gestion quotidienne de l'organisation syndicale. Même si le PCI garde la haute main sur tout l'appareil, l'orientation est aujourd'hui le produit d'un compromis permanent, d'une alliance quotidienne PCI-PS. Alliance que l'on retrouve sur l'ensemble des questions universitaires : MNEF (3), conseils d'université et tout ce qui peut ser-

battue durant tout le congrès. Deux conceptions syndicales se sont opposées, mais aussi deux conceptions qui s'opposent dans les luttes, inévitablement.

Bien au-delà du congrès lui-même, l'enjeu consiste à préparer ces batailles et à regrouper une force à l'université capable d'imposer dans l'UNEF-ID, mais aussi dans les luttes, une véritable orientation de combat.

Serge Emery

1. UNEF-SE (solidarité étudiante), organisation dirigée par le PCF en milieu étudiant.
2. UNEF-ID (indépendante et démocratique), organisation dirigée par le PCI, en alliance avec le PS. Ces deux syndicats étudiants sont « issus » de l'UNEF des années soixante.
3. MNEF : Mutuelle nationale des étudiants de France.

Leçons d'avril

« Printemps portugais » de G. Filoche. Editions Action. 150 F

La révolution portugaise, qui ébranla l'Europe capitaliste en 1974 et 1975, continue à faire peur aux possédants et aux organisations ouvrières réformistes. C'est sans doute pourquoi, dix ans après, le seul ouvrage consacré à cet événement exceptionnel a été écrit par un révolutionnaire : Gérard Filoche, membre de la LCR.

Au lecteur qui n'a pas connu ces années, le *Printemps portugais* fournira une idée assez bonne du formidable bouillonnement de la « révolution des œillets ». Par la quantité de documentation rassemblée, il représente un instrument de travail pour quiconque veut étudier le mouvement social au Portugal.

Il reste, cependant, que l'ouvrage est truffé d'inexactitudes ou d'oublis. Sans doute, beaucoup de ces erreurs proviennent-elles du fait que l'auteur s'est beaucoup servi des carnets de notes de D. Pouchin (ancien membre de la LCR, correspondant du *Monde* à Lisbonne en 1974—1975, aujourd'hui reconverti à la direction de *Libération*) et que ses références bibliographiques ne sont qu'exceptionnellement portugaises.

Mais là n'est pas l'essentiel. Car le travail de Filoche se base sur une analyse par trop volontariste et unilatérale de l'évolution et de la radicalisation du mouvement ouvrier portugais. Il s'efforce d'illustrer le point de vue minoritaire qui fut le sien, lors du débat qui traversa, dans ces années, la IV^e Internationale et sa section française. L'auteur commet, dans ce cadre, deux erreurs fondamentales.

La première porte sur l'appréciation du MFA. Pour Filoche, la cause est entendue : « Le MFA était tout entier l'expression politique de la hiérarchie militaire, il était un instrument de la classe bourgeoise dominante. » Vision singulièrement réductrice. Car, si son programme était incontestablement bourgeois, le MFA n'était pas à même de maintenir l'ordre pour la classe dominante. C'est pourquoi, cette dernière dut le briser, en affrontant militairement ses fractions. Avec son raisonnement, Filoche est bien incapable d'expliquer pourquoi le mouvement des masses entretint tant d'illusions sur le MFA. Sa conclusion eut d'ailleurs dû être qu'il n'était pas alors de priorité plus urgente pour le mouvement ouvrier, que de défendre les libertés démocratiques. Un pas que certains révolutionnaires portugais n'hésitèrent pas à franchir en cautionnant la politique du PS qui, dans sa croisade pour la « démocratie », s'alliait aux pires réactionnaires.

La seconde erreur de l'ouvrage consiste à relativiser le mouvement d'auto-organisation de la classe ouvrière. Tout en parlant de « situation embryonnaire de double pouvoir », Filoche décrit ainsi « des commissions de travailleurs minoritaires, constituées seulement d'une avant-garde large ». Avec cette appréciation des choses, la tâche des révolutionnaires ne consistait pas à approfondir la démocratie directe naissante, à l'arracher à toute dépendance envers le MFA et l'appareil d'Etat. Filoche nous le confirme : « Les batailles décisives se menaient dans les élections, les syndicats, les partis au gouvernement, à l'Assemblée constituante. » Exit les commissions de travailleurs ! Dommage, qu'en six cents pages, l'ouvrage escamote cette « leçon d'avril », la principale sans doute.

Charles Michaloux

Dans son numéro de juin, *Critique communiste* étudiera de manière plus approfondie l'ouvrage de Gérard Filoche.

ANTILLES

La continuité coloniale

Trois ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, le système colonial n'a pas reculé aux Antilles. Malgré les problèmes économiques et la répression, les luttes sociales se développent dans tous les secteurs et posent le problème : quelle rupture avec le colonialisme ?

Les prétentions premières du PS de promouvoir une « autre voie » de développement sont restées lettre morte. Aucun des traits fondamentaux de l'économie coloniale dépendante n'a été modifié ; on assiste au contraire à une dégradation de l'activité économique locale. Le gouvernement français poursuit le but d'intégrer l'économie antillaise à l'Europe capitaliste. Cela passe par une rationalisation des structures et signifie non seulement le sacrifice des secteurs considérés comme archaïques, comme la production sucrière, mais aussi, de fait, un sabotage de l'activité productive dans son ensemble. La tendance est à favoriser le secteur tertiaire et à transformer la Martinique et la Guadeloupe en bastions touristiques. Cela alors que le chômage touche 40 % de la population. Dans le bâtiment en Guadeloupe, trois mille travailleurs ont été licenciés en un an.

Une répression accrue

Pas de changement non plus dans la politique de répression coloniale. Au contraire, elle s'est intensifiée ces derniers mois, sous plusieurs formes. En Martinique, les békés, anciens colons détenant les grandes plantations et une bonne part de l'infrastructure économique (import-export, crédit, commerce), ont commencé à mettre sur pied des milices privées, pour tenter d'écraser toute activité syndicale dans leurs entreprises.

Le patronat a parfois des méthodes plus indirectes pour s'attaquer à l'existence de syndicats de lutte : la direction de l'hôtel Méridien, en Martinique, après avoir dû affronter une grève extrêmement combative contre seize licenciements et des sanctions contre le secrétaire du comité d'entreprise, a créé de toutes pièces une section de FO, qui a joué le rôle de syndicat jaune. Cela n'a pas empêché la Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT) de remporter le 16 avril une majorité écrasante aux élections de délégués du personnel et du comité d'entreprise.

La répression policière continue : seize militants nationalistes ont été arrêtés, et deux d'entre eux, Leila Cassubie et Max Safrano, appartenant au Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI) ont été transférés en France, à Fresnes, alors qu'ils faisaient une grève de la faim (cf. Rouge n° 1108).

On assiste malgré tous ces obstacles à

Le numéro 50 d'« Afrique en lutte » vient de paraître

A l'occasion du rassemblement du Bourget, *Afrique en lutte* pour son n° 50 traite exclusivement de l'impérialisme français. Sous un titre général, « L'impérialisme exporte l'austérité », il y est question des entrepreneurs français expatriés, du rôle des services, de la zone franc, des enjeux de la coopération, etc.

Un numéro spécial, pour les douze ans de ce bulletin, que vous trouverez au stand « Afrique en lutte » au Bourget.



une persistance de la combativité des travailleurs martiniquais et guadeloupéens. Une lutte comme celle du Méridien l'a bien montré, survenant quelques mois à peine après une grève générale victorieuse de l'hôtellerie, sur la question des conditions de travail. Luites contre les suppressions d'emplois (une grève générale a eu lieu dans le bâtiment le 7 février dernier, menée par la CGTG) ; luttes pour le maintien du pouvoir d'achat, comme la grève des dockers en Martinique en février-mars (aux Antilles le salaire minimum est inférieur de 20 % au SMIC français). En Guadeloupe, dans le commerce et le bâtiment, le Mouvement d'action syndicale unifié impulse de nombreuses luttes.

Des luttes dans tous les secteurs

Mais ces luttes sont encore parcellisées, isolées entre elles, limitées par l'absence d'unité syndicale. De plus, s'inscrivant dans le système colonial, les différents revendications amènent vite, entre les organisations, aux débats sur le contenu possible de l'indépendance.

Ces problèmes s'illustrent par les occupations de terre qui mettent directement en question l'agriculture coloniale. Alors que de nombreux agriculteurs sont sans terre, des hectares entiers sont laissés en friche ou livrés, parfois avec la complicité des municipalités, à la convoitise des békés qui veulent se lancer dans la spéculation immobilière. C'est ainsi qu'en Martinique on assiste à des évolutions différentes de ces conflits : à Saint-Esprit, un Comité de résistance s'est constitué, auquel appartiennent le Front de la jeunesse anticolonialiste spi-

ritaine (FJAS) et de membres de la minorité du conseil municipal. Ils ont obtenu que des terres soient vendues à la SAFER, qui traitera ensuite avec les petits planteurs. Solution institutionnelle à l'opposé de ce qui se passe à Sainte-Luce : là, un projet d'exploitation autocentrée, mis en place par de jeunes chômeurs, s'expose à tout moment à l'intervention des nervis du béké, soutenus par la police. Ailleurs, comme au Lamentin, le mouvement dépérit, victime du

institutions de la décentralisation pour faire l'apprentissage des responsabilités » !

L'Union générale des travailleurs guadeloupéens liée à l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe axe la lutte sur la défense de l'emploi, et la promotion d'industries locales. Mais leur discours reste flou devant ces questions : quelle forme d'organisation sociale cela suppose-t-il ? Faut-il sacrifier la défense des salaires « pour ne pas encourager chez les

manque de perspectives et de l'isolement. Si elle s'offre une alternative concrète au sous-développement colonial, il n'existe entre ces actions aucune coordination leur assurant une continuité.

Des « solutions locales »

La lutte autour de l'industrie sucrière résume beaucoup des contradictions du mouvement anticolonialiste. Il s'agit d'une industrie déficitaire, subventionnée à perte, et dont les quatre usines en Guadeloupe sont menacées de fermeture. Le P-DG et la majorité de la CGTG (qui s'est opposée à la fermeture de l'usine de Beauport) ne proposent pas d'autre solution que la transformation en « sociétés d'économie mixte » sous la direction des collectivités locales — fidèles à la recette du PCG : « Utiliser les

travailleurs une mentalité assimilationniste », et ne pas risquer un jour de nuire à l'industrie locale ? Une telle logique revient à remettre la décolonisation, les tâches de rupture avec le colonialisme, entre les mains de la bourgeoisie locale.

Lier la question de la libération nationale à celle de la libération sociale, et impulser l'unité la plus large dans des initiatives contre la domination coloniale française : telles sont les priorités de la situation actuelle pour les militants révolutionnaires. C'est ce que fait le Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IV^e Internationale) en participant activement aux mobilisations unitaires contre la répression, par la campagne menée pour un 1^{er} Mai unitaire, et en proposant un comité pour le boycottage des élections européennes.

S. Joanny

Le numéro 174 d'*Inprecor* daté du 28 mai 1984 qui sera disponible au rassemblement de la LCR au Bourget est entièrement consacré aux luttes ouvrières contre l'austérité à l'échelle européenne.

Au sommaire :

- La bataille pour les 35 heures en RFA.
- Les effets nocifs du travail de nuit pour les travailleurs.
- Les femmes et le travail à temps partiel en Europe.
- L'articulation entre l'opposition syndicale et l'opposition travailliste en Grande-Bretagne.
- Les problèmes posés à l'avant-garde syndicale belge dans la lutte contre le plan d'austérité gouvernemental.
- L'état de l'opposition syndicale en France et les nouvelles contradictions des centrales ouvrières.
- Les réactions syndicales contre la restructuration en Suède.
- Le bilan d'une longue lutte ouvrière à Sagunto dans l'Etat espagnol.



ENTRETIEN AVEC SARAH ALEXANDER

« Je suis droguée par les différentes cultures »

Rassemblement
des Juifs
26-27 mai
LE BOURGET
Centre Culturel
Judaïque de France

Sarah Alexander et Imad Saleh chantent ensemble. Elle est israélienne, il est palestinien. Toux deux seront à notre rassemblement, les 26 et 27 mai. Nous avons interviewé, cette semaine, Sarah Alexander.

● Pourquoi chantes-tu en hébreu et pas en yiddish ?

Le yiddish n'est pas ma langue maternelle ! Ma langue maternelle, c'est l'hébreu. Je ne vois pas pourquoi je chanterai en yiddish ou en chinois !

● L'idée qu'on se fait des gens, c'est qu'ils vont en Israël. Toi, tu en viens...

Jusqu'à maintenant, l'habitude était le Juif errant ; aujourd'hui l'Israélien existe. J'ai passé vingt-cinq ans de ma vie dans mon pays, Israël, dont vingt en kibboutz. Des traces sont restées. Je suis imprégnée. Je trimballe mon « israélienité » partout, mais je me considère, de plus en plus, comme une citoyenne du monde. Ma façon de concevoir les choses est très cosmopolite : politiques, culturelles et humaines. Pourtant, je suis très très israélienne et c'est assez nouveau. Les Juifs trimballaient avec eux seulement une culture, moi je trimballe un

pays. C'est ça la différence.

● Tu chantes avec Imad qui est palestinien. Au-delà de la dimension politique, très visible, de votre association, qu'est-ce qui vous accroche ? Qu'est-ce qui vous rapproche, musicalement ?

Quand je suis passée à Tours où Imad est sociologue, il ne voulait pas venir me voir. Comment, une chanteuse israélienne ! Il est quand même venu... Après, il m'a dit qu'il partageait tout à fait mon point de vue. Il composait, lui-même, des musiques sur de la poésie palestinienne de Mahmoud Darwich, Sami El Kassem et d'autres. Alors pourquoi ne pas passer en scène ensemble ?

Notre amitié a débuté ce soir-là. Pour la première fois, nous étions ensemble dans le chant de combat. Le chant et le combat pour que justement ce dernier cesse. J'ai trouvé ça passionnant. Depuis dix ans que je travaille en France et dans le monde, j'ai toujours tenu la main à des artistes

arabes et en particulier aux Palestiniens.

En novembre, j'ai un grand projet : faire une tournée dans des universités américaines, probablement avec un poète palestinien. J'aimerais beaucoup que ce soit Mahmoud Darwich. Je chante deux de ses chansons en arabe que vous pourrez écouter au rassemblement. Je vais vous gâter, c'est la première fois que je chante en Arabe. Le travail avec Imad me prend très à cœur. S'il y avait plus de gens qui comme Imad et moi criaient l'urgence de s'aimer au-delà des frontières, les états-majors prépareraient le terrain pour un dialogue.

● D'ici là, as-tu d'autres projets ?

Ah si, il y en a un qui est absolument délicieux ! Il y a les élections en Israël en juillet. Le règne de Begin, du Likoud, de la droite a assez duré. Je pars en juin faire la campagne électorale avec la Paix maintenant, avec la gauche israélienne. Ce voyage me tient à cœur. Je chanterai à la fois dans des universités arabes (Nazareth, par exemple) et dans des kibboutzim, dans des grandes manifestations israéliennes.

Un cinéaste israélien et un cinéaste arabe ont un projet : faire un film sur deux portraits de femmes militantes ; une Palestinien-

ne et moi-même. La Palestinienne est une femme qui a été huit ans en prison. Elle a monté toutes sortes de réseaux d'artisanat qui permettent aux femmes de se retrouver, de s'affirmer, de venir en aide aux familles qui, dans la plupart des cas, ont perdu un fils, un père, exilé, mort, ou emprisonné.

● Au départ, tu jouais de l'accordéon puis tu as changé pour la guitare. Tu as dit quelque part que c'était moins lourd. Ça représente autre chose quand même, non ?

Il ne s'agissait pas seulement de changer d'instrument, mais de façon de s'exprimer. J'ai démarré comme musicienne classique puis j'ai été comédienne. Ces deux modes d'expression ne m'ont pas permis de puiser en moi tout ce que je voulais dire, tout ce que je voulais cracher, toutes les questions que je voulais poser : la société israélienne, le conflit israélo-arabe, l'existence de l'être humain partout dans le monde. Je n'ai pas trouvé dans l'interprétation de Bach ou de Beckett la possibilité de dire tout ce que moi Sarah j'avais à dire.

Quand je suis sortie de ce cercle centrifuge qui s'appelle Israël, je n'avais plus de théâtre, plus de metteur en scène. Ainsi j'ai commencé à écrire et à composer, d'abord uniquement

en hébreu, maintenant en français. Le conservatoire de musique que j'ai suivi en Israël se reflète beaucoup dans mon tour de chant. Celui-ci est très ancré dans l'Orient : les couleurs, les arrangements, les battements, les rythmes cassés, les choix des instruments. Rien de français, rien d'occidental, une écriture très orientale. En Orient, l'écriture est truffée d'images, avec beaucoup de paraboles. En France, c'est plus cérébral. Mes textes sentent mon errance depuis dix-douze ans. Cela me permet de capter des sujets que je n'aurais peut-être jamais écrits si j'étais resté en Israël, dans mon kibboutz qui est vraiment une chambre d'isolation où huit cents personnes partagent, jour et nuit, la même existence.

La chanson *Solitude d'immigrés* que j'ai écrite à Marseille a vraiment capté la solitude des Maghrébins d'ici. Elle n'aurait pas pu naître dans le kibboutz. D'autres chansons qui parlent de la bombe, de communication, de problèmes de couple... sont une synthèse de mon occidentalisation. Comme je suis restée profondément orientale, c'est le mariage mixte...

● Mais, dis-moi, en gros, là, tu recommences la Diaspora...

Non ! Sûrement pas moi, et pour deux raisons. La

première : je pense sérieusement que si je pouvais travailler, pratiquer mon métier de façon honnête, tel que je le conçois, en Israël, je rentrerais chez moi par avion dès demain matin. Actuellement, je ne peux pas exercer mon métier pleinement. Je suis censurée. On me ferme la bouche de façon très hypocrite, à l'image de la démocratie israélienne. Pendant sept ans de règne de la droite, il est clair et net que je ne pouvais pas exercer mon métier. A moins de chanter des chansons à l'eau de rose ! Si je vais le mois prochain en Israël, c'est parce que j'espère que la situation va changer. Mais plus jamais je ne pourrais rester uniquement israélienne. Douze ans d'errance m'ont remplie de tant de richesses que mon accoutumance est trop grande. Je suis droguée par la fraternité planétaire, par les différentes cultures, par les traditions géographiques.

J'ai un besoin, une soif, une faim d'aller de l'avant, de connaître et reconnaître les humains. Moitié en Israël, moitié partout, en Amérique, en Afrique, en Russie. Demain, j'ai un rendez-vous à l'ambassade de Cuba, cette invitation me flatte beaucoup. Je ne pourrai plus devenir une Israélienne à 100 %. J'ai attrapé trop de virus. Los caminos de la vida.

Propos recueillis
par Alexis Violet

Les élections au Salvador : un choix de dupes

Napoléon Duarte, candidat de la Démocratie chrétienne, s'est proclamé vainqueur avec 55 % des suffrages. Reagan n'avait pas attendu les résultats officiels pour saluer cette « victoire pour la démocratie ». Une démocratie avec un choix de dupes entre un assassin fasciste et un pantin à la solde des Etats-Unis.

Le deuxième acte de la comédie électorale a été joué dimanche 6 mars au Salvador. La presse occidentale a applaudi chaleureusement. Elle a insisté, comme au premier tour et comme en mars 1982, sur les longues files de votants qui se seraient rendus aux urnes pour manifester leur désir de paix, malgré la guérilla. Elle a omis, obstinément, de parler des menaces réelles qui pesaient sur eux, quand le parti d'extrême droite, ARENA, les enrôlait de force dans la campagne électorale, quand l'armée encadrait la population le jour du vote, et que le passage aux urnes était inscrit sur la carte d'identité !

Elle s'est faite en cela l'auxiliaire zélée de la propagande de Reagan, qui n'a pas attendu les résultats pour saluer cette « victoire de la démocratie ». L'ambassade des Etats-Unis à San Salvador avait programmé « l'élection » du démocrate-chrétien Napoléon Duarte. En effet, comme l'écrit Joaquín Villalobos, un des commandants du FMLN, en septembre 1983 : « *Les Etats-Unis ont besoin à la présidence d'El Salvador d'une figure telle que Duarte, qui garantisse une apparence moins droitière au gouvernement. (...) Duarte est l'homme que les Etats-Unis pensent placer à la présidence, et celle-ci est déjà presque décidée.* » (1).

132 milliards d'aide militaire

Le 7 mai, Duarte s'est effectivement proclamé vainqueur avec 55 % des voix. La Maison-Blanche respirait. Contretemps fâcheux : le 9 mai, d'Aubuisson se déclare également vainqueur, avec 52 % des voix. Laborieusement, le dépouillement des bulletins se poursuit... Mais Reagan ne se laisse pas arrêter pour si peu. Ce même 9 mai, il monte en première ligne pour tenter, dans une allocution télévisée, d'exorter le Congrès à voter les crédits permettant de continuer la guerre en Amérique centrale. Tous les arguments connus, déjà utilisés en avril

1983 dans le même but, y sont passés : les « preuves » de la subversion soviéto-cubano-nicaraguayenne, assorties de chiffres falsifiés sur le rapport des forces militaires dans la région : qui croira aujourd'hui que l'armée du Honduras, entièrement satellisée par le Pentagone, ne compte que 16 000 hommes ? Les déclarations sur la sécurité de l'hémisphère : « *San Salvador est plus proche de Houston que Houston de Washington.* » Le 10 mai, victoire : les congressistes, rendus à tant d'arguments, votent une aide militaire urgente de 120 millions de dollars pour 1984, destinés aux pays de la région alliés des Etats-Unis, et un projet d'aide militaire de 132 millions et demi de dollars pour le Salvador, pour 1985.

Une comédie

Oui, il s'agit bien d'une comédie. La volonté du peuple salvadorien n'a compté pour rien ni dans le vote — peut-on parler d'un choix véritable entre un assassin fasciste et un pantin à la solde des Etats-Unis ? — ni dans les résultats proclamés. Aussi, peu importent le nombre des voix, et les déclarations successives de Duarte et d'Aubuisson. La réalité, ce sont les tractations entre l'ambassade nord-américaine et l'armée, qui feront la décision sur place ; ce sont deux fractions de la classe dominante qui s'affrontent, toutes deux décidées, de toutes manières, à faire la sourde oreille aux propositions de solution politique du FDR-FMLN, et à poursuivre la répression et la guerre. D'Aubuisson est, notoirement, le chef des escadrons de la mort. Quant à Duarte, au pouvoir de février 1980 à mars 1982, il a déjà fait ses preuves. C'est pendant la junte à laquelle il servait de « façade civile » qu'a débuté la sanglante répression de 1980, qui a fait des dizaines de milliers de morts...

Comédie donc aussi les prétendues conditions posées par le Congrès, en matière de



Patrouille militaire à Suchitoto à 40 km de San Salvador

droits de l'homme et de démocratie pour accorder l'aide militaire.

Certes, une campagne a été bien orchestrée : le but était de démarquer auprès de l'opinion nord-américaine d'Aubuisson, assassin notoire, de Duarte, défenseur supposé de la démocratie. Thème repris par Reagan dans son discours pour accréditer l'idée d'un centre démocratique, entre « *la gauche violente et la droite violente* », qui, d'après lui, « *ne fait pas partie du gouvernement* ». Mais la vérité, c'est que, élections ou pas, l'emploi de l'aide militaire au Salvador était déjà prévu, et dans tous ses dé-

tails : création de bataillons de chasseurs de type nouveau et renforcement de la force aérienne. Reagan aurait pu, au pire, débloquent ces crédits sur les fonds d'urgence en se passant de l'approbation du Congrès. C'est ce qu'il avait déjà entrepris.

La seule différence se joue dans ce que Reagan espère faire croire à l'opinion nord-américaine et internationale. Et c'est cette imposture qu'il faut dénoncer.

S. Joanny

(1). « Pourquoi le FMLN lutte-t-il ? » (édition système Radio Venceremos)

En souscription jusqu'au 9 juin



La pensée vivante de Sandino

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

70 F au lieu de **95 F**
480 pages

LABRECHE

Un désaveu pour Reagan

La Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, organe judiciaire de l'ONU, a répondu, jeudi 10 mai, à la requête du gouvernement nicaraguayen. Elle a ordonné aux Etats-Unis de mettre fin au minage des ports nicaraguayens.

Ce jugement vise l'ensemble de la politique d'agression militaire des Etats-Unis contre le Nicaragua, dont il énonce « *à titre provisoire* », en attendant un arrêt définitif, « *le droit à la souveraineté et à l'indépendance* ». Il constitue donc pour l'administration Reagan une sévère défaite diplomatique. Les diverses réactions verbales au minage des ports l'avaient déjà montré : Reagan n'est pas parvenu à isoler internationalement le Nicaragua. Il doit compter avec le désaveu, au moins formel, de ses alliés.

Les limites de ce genre d'arrêt sont évidentes : il n'existe aucun dispositif pour le faire appliquer. Le Nicaragua a déjà plusieurs fois fait reconnaître son droit devant l'ONU sans que la politique d'agression ait reculé d'un pouce !

Mais Reagan est embarrassé. Il s'était mis à l'avance hors de la compétence de la CIJ pour l'Amérique centrale qu'il considère comme une chasse gardée des Etats-Unis ; aujourd'hui, il essaye de désamorcer l'opposition que suscite sa politique. Cette tentative est d'une mauvaise foi confondante. Pour récupérer l'arrêt prononcé, Washington observe que la CIJ a lancé un appel « *aux deux parties* » ! Le but est clair : faire passer le Nicaragua pour l'agresseur.

Je souscris pour exemplaires à **70 F**

Frais de port × **13,10** par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

☐ Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).

☐ Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom
Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil